



Urssaf Nord Pas de Calais

CAHIER DES CHARGES

Lot n°00 – Cahier des Clauses Techniques Communes

Phase DCE

Réaménagement des bureaux de l'Urssaf du

Bâtiment de Lille



FICHE D'AUTOCONTROLE

La fiche d'autocontrôle est un document utilisé dans le cadre de la démarche de certification ISO9001 du groupe VERDI Ingénierie.

Cette fiche a été créée dans le souci de satisfaire en permanence le Maître d'Ouvrage.

Elle constitue un gage de qualité indiquant que le document remis au Maître d'Ouvrage a été revu et approuvé et a fait l'objet d'une approbation.

A sa création, le document porte l'indice A, s'il doit faire l'objet de modifications, celles-ci seront notées dans le tableau des modifications ci-dessous avec l'évolution de l'indice et de la date de modification.

APPROBATION DU DOCUMENT

Rédacteur		Contrôle		Approbation	
Fonction :	Responsable Service	Fonction :	Responsable Service	Fonction :	Responsable Service
Nom :	D. MAILLY	Nom :	D. MAILLY	Nom :	D. MAILLY
Date :	Décembre 2025	Date :	Décembre 2025	Date :	Décembre 2025
Visa :		Visa :		Visa :	

TABLEAU DES MODIFICATIONS

Indice	Date de création où Modification	Nature des modifications	Pages
A	Octobre 2025	Création du document	
B	Décembre 2025	Corrections Visite et Variantes	7, 15

SOMMAIRE

1 GENERALITES	6
1.1 Objet du cahier des clauses techniques communes	6
1.2 Presentation du projet	6
1.3 Allotissement	6
1.4 Mode de devolution des marches	7
1.5 Etendue des travaux	7
1.6 Prestations et travaux inclus dans le prix forfaitaire	8
1.7 Limites de prestations	8
1.8 Echantillons et temoins	8
1.9 Responsabilite de l'entreprise	9
1.10 Classement des batiments	9
1.11 Donnees d'entree	9
2 PRESCRIPTIONS COMMUNES	10
2.1 Obligations diverses – connaissance du projet	10
2.2 Connaissance des lieux	10
2.3 CCTG	10
2.4 Rapport initial de controle technique	11
2.5 DPGF	11
2.6 PGC ET DIUO	11
2.7 Coordination de securite	11
2.8 Risque lies a l'inhalation de poussieres de silice cristalline	11
2.9 Matériaux nouveaux et procedes non traditionnels	12
2.10 Obligations de l'entreprise	12
2.11 Verifications techniques generales	12
2.12 Entretien et maintenance	13
3 PRESCRIPTIONS GENERALES	14
3.1 Normes et reglements	14
3.2 Documentation	15
3.3 Performance thermique visee	16
3.4 Analyses et calcul	16
3.5 Essais et controles	16

3.6 Calendrier d'exécution et carnet de chantier	17
3.7 Réception des installations	17
3.8 Période de garantie	18
3.9 Contestations – sanctions	18
3.10 Conditions à réunir pour la phase opr/réception/livraison	19
3.11 Penalties	19
4 COORDINATION TECHNIQUE ENTRE LES ENTREPRISES	20
4.1 Cellules de synthèse et plans coordonnées des travaux	20
4.2 Plans d'exécution des ouvrages	21
4.3 Renseignements à fournir	22
4.4 Études d'exécution	22
4.5 Organisation de chantier	23
4.6 Horaires de chantier	23
4.7 Sécurité générale du chantier	23
4.8 Livraison et stockage des matériaux sur chantier	23
4.9 Traces d'implantation – traits de niveau	24
4.10 Echafaudages – matériels de levage	24
4.11 Trous- scellements – calfeutrements – raccords – bouchements	24
4.11.1 Trous et feuillures \leq à 10 cm ²	24
4.11.2 Trous et feuillures \geq à 10 cm ²	24
4.11.3 Scellements	25
4.11.4 Raccords	25
4.11.5 Dans l'enduit plâtre	25
4.11.6 Calfeutrements intérieurs	25
4.11.7 Bouchements de trémies	25
4.11.8 Trous réservés non utilisés	26
4.12 Réception des supports	26
4.13 Protection des ouvrages	26
4.14 Respect des prestations réalisées par les autres corps d'état	26
5 ORGANISATION ET INSTALLATIONS DE CHANTIER	28
5.1 Preamble	28
5.2 Droits de voiries	29
5.3 Constats d'huissier	29
5.4 Gardiennage / surveillance du chantier	29

5.5 Signalisation extérieure et intérieure	29
5.6 Panneaux d'affichages	29
5.7 Cheminement du personnel	29
5.8 Base vie	30
5.9 Bureau de direction de chantier – salle de réunion	30
5.10 Wc éventuel à l'intérieur du bâtiment	30
5.11 Nettoyage de chantier – stockage et reprise	30
5.12 Nettoyage du domaine public	31
5.13 Nettoyage de fin de chantier	31
5.14 Nettoyage avant les opr	31
5.15 Electricité de chantier	32
5.16 Eclairage du chantier	32
5.17 Clotures/Cloisons provisoires	33
5.18 Panneau de chantier	33
5.19 Protection incendie	34
5.20 Protections collectives	34
5.21 Protections individuelles	35
5.22 Protections des visiteurs	35
5.23 Manutention verticale	35
5.24 Distribution horizontale	35
5.25 Echaffaudage	35
5.26 Zones de déchargement et de stockage provisoire	35
5.27 Prechauffage	35
5.28 Répartition et frais de remise en état des installations de chantier et des ouvrages d'intérêt commun endommages	36
5.29 Répartition des consommations	36
5.30 Engins et matériels de chantier	36
5.31 Maintien des installations si dépassement de délais au delà du planning contractuel	36
5.32 Réduction des nuisances sonores	36
6 RECOMMANDATIONS TRAVAUX EN SITE OCCUPE	38
6.1 TRAVAUX EN SITE OCCUPE	38
6.2 VISITE DES LIEUX	38
6.3 HYGIENE ET SECURITE	39
6.4 EVALUATION DES RISQUES	39

6.5 ETAT DES LIEUX	39
6.6 REGLES GENERALES	39
6.7 BALISAGE DE CHANTIER	39
6.8 CONFINEMENT	40
6.9 CLOISONNEMENT	40
6.10 EXTRACTEUR	40
 7 ANNEXE – TABLEAU DE LIMITES DE PRESTATIONS	 41

1 GENERALITES

1.1 OBJET DU CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES

Le présent Cahier des Clauses Techniques Communes (C.C.T.C.) a pour objet de compléter les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) propres à chaque Lots, par des prescriptions communes à l'ensemble des Lots.

Le présent CCTC doit être considéré comme faisant partie intégrante de chaque C.C.T.P. et des documents contractuels établis dans le cadre du marché global et forfaitaire des entreprises.

Les pièces graphiques et les pièces écrites se complètent réciproquement. En cas d'incohérence entre les pièces non relevée par l'entreprise en phase d'analyse des offres, la décision finale reviendra au mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre, sans que cela ne fasse l'objet d'un devis de la part d'une entreprise.

Les entreprises sont tenues par l'obligation de mentionner toutes erreurs et/ou omissions repérées lors de l'étude de prix. Elles doivent également prendre connaissance de l'ensemble des pièces écrites et graphiques des autres lots et intégrer à leur offre toutes prestations non mentionnées nécessaire à la livraison et la mise en service de leurs ouvrages, en état de marche normal. A défaut seront dus tous les ouvrages rendus nécessaires au parfait achèvement des prestations des lots concernés.

Les entrepreneurs ne pourront faire état, après la remise et la réception de leur offre, ni d'une discordance éventuelle non-signalée, ni d'erreurs ou d'omissions dans les présents CCTP et CCTC.

Le CCTP et les plans se complètent réciproquement. Se reporter au CCAP qui précise la préséance des pièces.

Les travaux consécutifs à ces éventuelles discordances ou omissions devront être réalisés par l'entreprise dont leur spécialité relève, sous sa responsabilité et sans majoration de prix sauf en cas de modification en cours de chantier notifiée à l'entreprise par avenant ou ordre de service.

Toutes discordances éventuelles existantes entre les différentes pièces constituant le dossier devront être confirmées par une note annexe, signalant les éventuelles contradictions, jointe à la soumission de l'entreprise.

L'ensemble des détails de construction partiellement ou complètement décrits, font partie intégrante du prix global et forfaitaire, pour réaliser une construction saine et robuste, conforme aux normes - règlements - décrets et arrêtés - documents et avis techniques en vigueur.

S'il subsistait, après la signature de son Offre, certaines omissions ou erreurs dans les CCTP, l'entrepreneur sera tenu de les rectifier et d'exécuter sans supplément de prix, les travaux indispensables à la terminaison des bâtiments, par analogie avec ce qui est décrit, en accord avec le Maître d'œuvre.

1.2 PRESENTATION DU PROJET

L'URSSAF de Lille a pour objectif la réhabilitation énergétique du bâtiment de bureaux situé boulevard Hoover à Lille. Les bureaux concernés par cette réhabilitation, seront modifiés en espaces de coworking.

Le bâtiment concerné par les travaux a été construit en 2006 sur 9 niveaux et 3 sous-sols.

Ce bâtiment est classé en établissement classé ERP 5ème catégorie type W dont le rez-de-chaussée est l'unique niveau accessible au public. Le projet consiste en une réhabilitation des étages du site en coworking afin d'accueillir 90 collaborateurs supplémentaires en plus des collaborateurs actuels.

1.3 ALLOTISSEMENT

L'ensemble des travaux est décomposé en 6 lots :

Lot 01 Plâtrerie - Men Int - Cloisons amovibles

Lot 02 Plafonds suspendus

Lot 03 Agencement - Revêtements muraux - Vitro - Signalétique

Lot 04 Peinture - Revêtements de sol souple

1.4 MODE DE DEVOLUTION DES MARCHES

Les étant réalisés en site occupé, se feront sur la base de 5 phases de travaux en opération « tiroirs » :

- R8/R7
- R6/R5
- R4/R3
- R2/R1
- RDC

Le marché sera passé en corps d'état séparés.

Entre chaque phase, une période de déménagement des personnels sur site sera nécessaire et réalisée par les services de l'URSSAF.

1.5 ETENDUE DES TRAVAUX

Il est bien entendu que l'offre des entreprises s'entend pour une réalisation complète des travaux.

Chaque Entrepreneur est dans l'obligation de procéder par ses propres moyens à une reconnaissance des lieux, appréhender l'étendue des travaux et prendre connaissance de l'ensemble des C.C.T.P. concernant les autres lots.

Aucune modification du prix forfaitaire ne pourra être acceptée pour cause de méconnaissance des lieux ou méconnaissance de l'ensemble des CCTP.

Aucune omission dans la description d'un ouvrage ne saurait soustraire l'Entreprise à son obligation de les exécuter.

L'entreprise ne pourra réclamer ni indemnités, ni plus-value pour méconnaissance des inconvénients, difficultés ou sujétions de quelque nature qu'ils soient, et reconnaît :

- Avoir pris totalement connaissance des différents plans et documents indispensables à la réalisation du chantier,
- Avoir effectué une reconnaissance des lieux, et constaté toutes les sujétions relatives à la nature du terrain (topographie, couches superficielles, venues d'eaux, etc.) aux emplacements du projet, aux abords et accès du chantier, ceci se rapportant aussi bien aux caractéristiques techniques des travaux, qu'à l'organisation et fonctionnement futur du chantier (eau, installations de chantier, énergie, lieu d'extraction des matériaux, éloignement de la décharge publique, etc.)
- Avoir demandé tous renseignements complémentaires et pris toutes mesures utiles au cas où les pièces du dossier lui sembleraient insuffisantes.

L'Entrepreneur ne devra pas apporter de modifications au projet sans accord préalable du Maître d'Œuvre.

La description des ouvrages s'appuie enfin sur une solution technique répondant au programme et coordonnée entre les divers corps d'état. Il appartient en conséquence à l'Entrepreneur, qui modifierait certaines de ses prestations, de prendre à sa charge les incidences éventuelles sur les autres corps d'état.

Le CCTP donne des renseignements sur la nature des travaux à effectuer, sur leur nombre, dimensions, emplacement.

Le CCTP décrit l'essentiel des ouvrages dus par l'Entrepreneur. Même s'il ne définit pas dans le détail les ouvrages élémentaires, ces derniers sont réputés compris dans le marché.

Toutes les fournitures devront être neuves et conforme aux exigences des CCTP.

Toute fourniture qui ne remplira pas ces conditions sera refusée et, si elle a déjà été mise en place, elle sera obligatoirement déposée et remplacée par une fourniture agréée, aux frais de l'Entrepreneur.

L'ordre de préséance des pièces est indiqué au CCAP.

Toutefois, s'il existe une contradiction entre pièces écrites et plans, alors c'est la pièce la plus contraignante qui prime sur l'autre, sous réserve du choix de l'architecte, qui tranchera sur la prestation à réaliser.

Le DPGF remis par chaque entreprise indique les prix des prestations dues au titre du marché. Cependant, les quantités n'ont qu'une valeur indicative. L'entreprise restera responsable de la conformité des quantités affichées dans son devis suivant les pièces écrites et graphiques mise à sa disposition. La plus-value qui serait engendrée

par un oubli quantitatif (M2, unité...) alors que la prestation est décrite et/ou représentée en plan, serait alors comprise systématiquement dans son offre de prix.

En aucun cas les délais exigés de réalisation de ce chantier, ne pourront permettre à l'entreprise de se justifier :

- De ne pas avoir attendu la validation des plans d'exé pour mettre en œuvre
- De ne pas finir ces ouvrages dans les Règles de l'Art.

1.6 PRESTATIONS ET TRAVAUX INCLUS DANS LE PRIX FORFAITAIRE

Il est bien entendu que lors de la remise de son offre, l'Entrepreneur aura incorporé dans ses prix unitaires, tous ses frais d'installation de chantier et de repliement, voiries, de protection des ouvrages, signalisation, etc...

L'Entrepreneur devra prévoir tous les moyens et installations nécessaires à ses travaux comprenant les moyens de levage, de transport et de manutention, de sécurité, les sujétions liées aux livraisons et au stockage de ses matériaux.

L'Entreprise soumissionnant pour la réalisation du présent marché doit prendre le terrain en l'état et solliciter avant l'ouverture du chantier toutes les autorisations nécessaires auprès des responsables de l'opération et de toutes les administrations concernées, si nécessaire.

Elle devra procéder à toutes constatations nécessaires avant d'établir leur prix, prévoir toutes conditions d'approvisionnement de fournitures, matériaux, matériels et d'évacuation des déblais.

Les offres de prix remises par les entrepreneurs sont réputées présenter un caractère forfaitaire.

En conséquence, l'entrepreneur sera tenu d'apprécier toutes les contraintes particulières d'exécution qui peuvent résulter du présent marché.

Les propositions ayant un caractère forfaitaire absolu, seules les modifications (additions ou suppressions de travaux) demandées par le maître d'ouvrage et maître d'oeuvre, et ordonnées par ordre de service, pourront donner lieu à une modification du prix forfaitaire, en plus ou en moins.

1.7 LIMITES DE PRESTATIONS

Les limites de prestations entre lots sont identifiées dans le présent document ainsi que dans son annexe 1 « Tableau de limite de prestations ».

1.8 ECHANTILLONS ET TEMOINS

Une fois les fiches produit pré-validées, des échantillons seront transmis.

Liste des échantillons :

LOT 03 AGENCEMENT REV MURAUX VITROPHANIE SIGNALÉTIQUE

- Revêtements muraux acoustiques : tasseaux
- Revêtements muraux vinyle : papier peint
- Crédence murale
- Un échantillon de tous les revêtements stratifiés du mobilier sur mesure
- Prototype de la vitrophanie décorative (2.5m x 1.0m)
- Prototype de la signalétique Drapeaux (1 drapeau)

LOT 04 PEINTURE SOL SOUPLE

- Un échantillon de toutes les finitions de sol

LOT05 CVCPGTB

- Un modèle de chaque terminal de ventilation (bouches)

- Un modèle de chaque type de luminaire

Toutes les teintes de peinture

Des réunions de présentation d'échantillons seront organisées en période de préparation, pour validation définitive des produits au plus tard un mois avant la date de commande des matériels ou matériaux.

1.9 RESPONSABILITE DE L'ENTREPRISE

Les C.C.T.P. et plans composant le dossier de consultation des entreprises ne dégagent en rien la responsabilité de l'entrepreneur qui doit la parfaite réalisation de l'ouvrage conformément aux Normes et règles énoncées dans les pièces. Les plans techniques du dossier DCE constituent un guide technique de référence et en aucun cas ne peuvent être considérés comme des plans d'exécution.

En amont des opérations préalables à la réception (O.P.R.), l'Entrepreneur devra fournir toutes les notices de fonctionnement et d'entretien des installations et des prestations mises en œuvre. Il devra également assurer la formation du personnel d'exploitation à la conduite des installations, ceci avant livraison des ouvrages et pendant la période O.P.R.

Un document global de fonctionnement sera à fournir, en même temps que les D.O.E.

L'entrepreneur étant par définition un professionnel compétent, maîtrisant les Règles de l'Art relevant de sa spécialité, il devra vérifier les documents du marché, et signaler à la maîtrise d'œuvre toute disposition qui lui semblerait en contradiction ou même simplement déconseillée, avec une exécution des travaux selon les Règles de l'Art.

Si aucune réserve n'a été formulée par écrit avant la signature du marché, l'entrepreneur est supposé avoir vérifié que les pièces du marché lui permettaient une exécution conforme aux règles de l'Art et aux diverses réglementations, des travaux de sa spécialité.

Le fait pour l'entrepreneur d'exécuter conformément aux pièces du marché ne peut atténuer en quoi que ce soit sa pleine et entière responsabilité de constructeur s'il n'a pas présenté ses réserves par écrit au moment de la remise de son offre de prix, ou pour le moins, avant la signature de son marché.

1.10 CLASSEMENT DES BATIMENTS

Selon la notice de sécurité jointe à la présente consultation, Ce bâtiment est classé en établissement classé ERP 5ème catégorie type W dont le rez-de-chaussée est l'unique niveau accessible au public.

1.11 DONNEES D'ENTREE

Chaque entreprise est tenue de se reporter à l'ensemble des documents joints en annexe et notamment :

- Du rapport initial du contrôleur technique ;
- Du Plan Général de Coordination et Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO) établis par le CSPS joints en annexe au DCE ;
- Du planning prévisionnel des travaux établi par l'équipe de MOE (OPC) ;
- De la notice de sécurité établi par la société 2SI CONSEIL.

2 PRESCRIPTIONS COMMUNES

2.1 OBLIGATIONS DIVERSES – CONNAISSANCE DU PROJET

Toutes les dispositions précisées aux C.C.T.P et aux plans doivent être respectées, tant en ce qui concerne le choix des matériaux et le mode de construction, que les dispositions, formes et dimensions des ouvrages.

En outre, les entreprises devront prévoir dans l'ordre général et par analogie, tous les travaux et matériels indispensables, alors même qu'ils ne seraient pas explicitement précisés au C.C.T.P., étant bien entendu qu'elles doivent assurer le parfait achèvement des ouvrages, ayant lui-même suppléé par ses connaissances professionnelles aux détails qui pourraient être omis aux pièces définissant le Marché.

Le C.C.A.P. fixe la liste et la préséance des pièces contractuelles constituant le Marché. L'entreprise est réputée connaître l'ensemble des prestations réalisées par l'ensemble des Corps d'états et avoir pris connaissance de l'ensemble des CCTP. Elle aura la faculté d'obtenir tous renseignements utiles auprès du Maître d'oeuvre, afin d'établir son offre en parfaite connaissance de cause.

L'entreprise ne pourra modifier d'elle-même quoi que ce soit au projet, et elle devra réclamer tous renseignements sur tout ce qui leurs sembleraient douteux ou incomplet.

Elle devra vérifier soigneusement les côtes figurant sur les plans et s'assurer de leur concordance entre les différents plans et avec les parties d'ouvrages déjà exécutées. En cas de non-concordance, elle en avisera immédiatement le Maître d'œuvre.

Sauf indications contraires, les niveaux donnés sur les plans Architecte sont représentés en "Finis". L'entreprise est tenue de réaliser les ouvrages en respectant ces côtes. Par le seul fait de son engagement, l'entrepreneur reconnaît implicitement qu'il a accepté sans réserve les conditions du Marché.

Les conditions logiques d'établissement du dossier peuvent laisser paraître quelques différences d'aménagement des locaux entre les plans Architecte et les plans techniques. Pour le cloisonnement des locaux, les plans Architecte priment sur les plans techniques qui ne sont valables que pour les prestations techniques qu'ils traitent.

2.2 CONNAISSANCE DES LIEUX

L'Entrepreneur est réputé avoir visité et pris connaissance des lieux, avoir tenu compte dans son offre de prix de toutes les difficultés d'accès, d'exécution et des servitudes.

L'entrepreneur déclare avoir obtenu tous les renseignements sur les servitudes de tous ordres propres à l'emplacement et aux propriétés et voiries mitoyennes, avoir recueilli également tous les renseignements utiles et avoir déposé les Déclarations d'Intention de Commencement des Travaux (DICT), auprès des services publics (Ponts et Chaussées) concessionnaires (eau, électricité, télécom, gaz, ...) municipaux et concédés.

En aucun cas, l'entreprise ne pourra prétendre à un supplément par suite de difficultés d'accès, d'organisation de chantier, ou dû à l'état de construction ou ouvrages existants visibles au moment de l'appel d'offre.

L'entreprise obtempérera à toute demande ayant pour but de supprimer la gêne qui pourrait être apportée au voisinage, et supportera toutes les conséquences des réserves qui pourront lui être imposées (Limitation du bruit, de la poussière, des odeurs, des horaires, etc.). L'entreprise prévoira et prendra toutes les mesures nécessaires pour réaliser les travaux en milieu urbain, en vue de limiter toutes nuisances.

2.3 CCTG

Les prestations seront conformes aux prescriptions des CCTP et aux prescriptions générales reprises dans le CCTG. En cas de contradiction, les spécifications des CCTP prévaudront.

2.4 RAPPORT INITIAL DE CONTROLE TECHNIQUE

L'offre remise devra prendre en compte l'ensemble des dispositions et prescriptions prévues au rapport initial de contrôle technique.

2.5 DPGF

Les quantités communiquées dans le cadre de décomposition du prix (D.P.G.F.) sont données à titre indicatif et n'ont pas de caractère contractuel ; chaque entrepreneur est tenu de calculer les quantités de ses ouvrages et de les indiquer dans le cadre de bordereau fourni en lieu et place des quantités fournies s'il le juge utile.

Dans tous les cas, seul le prix global et forfaitaire a un caractère contractuel ; les prix unitaires sont obligatoirement indiqués dans le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire et peuvent servir dans l'évaluation des travaux supplémentaires dont la nature serait voisine.

L'offre de l'entrepreneur doit comporter le devis quantitatif et estimatif selon la décomposition du cadre fourni dans le dossier de consultation et dans le format défini dans le règlement de consultation.

Toutes les lignes du cadre de bordereau doivent être renseignées et si l'entrepreneur juge utile d'ajouter des lignes, celles-ci seront inscrites en caractères italiques et d'une autre couleur.

2.6 PGC ET DIUO

L'offre remise devra prendre en compte l'ensemble des dispositions et prescriptions prévues au Plan Général de Coordination et au Dossier Intervention Ulérieure sur les Ouvrages, concernant notamment les installations de chantier et les dispositifs de protection des personnels dans le cadre des interventions ultérieures sur l'ouvrage à la réception des travaux.

2.7 COORDINATION DE SECURITE

L'entreprise sera tenue de fournir au Préventeur les documents demandés par celui-ci dans le cadre de sa mission et notamment les annexes au Plan de Prévention, de participer à toutes les réunions organisées par le Préventeur.

En aucun cas l'évolution du Plan de Prévention pendant le chantier ne pourra donner lieu à des travaux supplémentaires. L'entreprise est réputée connaître la réglementation en vigueur depuis le 1er mars 1995 (décret n°94-1159 du 26 décembre 1994).

2.8 RISQUE LIES A L'INHALATION DE POUSSIÈRES DE SILICE CRISTALLINE

Depuis le 1 janvier 2021, les travaux exposant à la poussière de silice cristalline alvéolaire issue de procédés de travail sont classés comme agent cancérigène (arrêté du 26 octobre 2020) fixant la liste des substances, mélanges et procédés cancérigènes au sens du code du travail.

Dès lors qu'un salarié est exposé dans le cadre de son activité professionnelle à de la silice cristalline alvéolaire, l'employeur doit désormais respecter la réglementation spécifique aux agents CMR (cancérigènes, mutagènes ou reprotoxiques) (articles R4412-59 à R4412-93 du Code du travail).

Valeur limite d'exposition professionnelle à la silice cristalline.

Article R4412-149 du Code du travail :

La concentration moyenne en silice cristalline libre des poussières alvéolaires de l'atmosphère inhalée par un travailleur pendant une journée de travail de 8 heures ne doit pas dépasser :

- 0,1 mg/m pour le quartz ;
- 0,05 mg/m pour la cristobalite et la tridymite ;

Articles R4412-154 et R4412-155 du Code du travail : VLEP applicable en cas de présence simultanée de poussières alvéolaires contenant de la silice cristalline et d'autres poussières alvéolaires non silicogènes.

Arrêté du 10 avril 1997 relatif au contrôle de l'exposition des travailleurs exposés aux poussières de silice cristalline : contrôle de l'exposition des travailleurs aux poussières de silice, VLEP, organismes agréés.

Directive 2004/37/CE du Parlement Européen et du Conseil du 29 avril 2004 concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition à des agents cancérigènes ou mutagènes au travail : cette directive fixe la limite d'exposition professionnelle pour la poussière de silice cristalline alvéolaire à 0,1mg/m³.

Chaque entrepreneur, dans le cadre de l'évaluation des risques professionnels, prendra en compte toutes les dispositions en vigueur permettant de satisfaire aux exigences réglementaires.

2.9 MATERIAUX NOUVEAUX ET PROCEDES NON TRADITIONNELS

Tout ouvrage de nature non traditionnelle ou faisant appel à des techniques ou matériaux nouveaux, proposé par l'entrepreneur, doit avoir fait l'objet d'un Avis Technique du C.S.T.B.

Dans ce cas, la mise en œuvre devra être conforme à cet Avis Technique et tenir compte des spécifications ou réserves formulées par la Commission.

Dans le cas de matériaux ou procédés n'ayant pas fait l'objet d'Avis Technique, l'entreprise devra fournir, au Maître d'œuvre et au Contrôleur, pour accord préalable, une documentation technique détaillée, ainsi qu'une justification d'une garantie complémentaire par assurance spécifique payée par avance sur la durée de la garantie. Les entreprises supporteront les frais de toute procédure ATEX, y compris frais de bureau de contrôle.

Dans les deux cas, le Maître d'œuvre et le Contrôleur Technique se réservent la possibilité de refuser les procédés ou matériaux proposés.

2.10 OBLIGATIONS DE L'ENTREPRISE

L'entrepreneur est réputé être professionnel dans son domaine d'activité et requière toutes les qualifications pour la fourniture des matériaux et leur mise en œuvre, ce dernier en est seul responsable vis à vis du Maître d'Ouvrage et est seul tenu responsable des désordres pouvant résulter de l'une ou l'autre cause ou de leur réunion, sans pouvoir se décharger au préjudice du Maître d'Ouvrage de tout ou partie de cette responsabilité.

Tous matériaux ou matériels défectueux, ou dont la mise en œuvre n'est pas satisfaisante, seront refusés par le Maître d'œuvre, l'entrepreneur s'engage à les évacuer du chantier ou à démolir les ouvrages mal exécutés dans les délais qui lui sont prescrits, y compris pose et repose des prestations qui y seraient ultérieurement attachées ou intégrées.

Faute de quoi, après une mise en demeure restée infructueuse, ils seront, aux frais et risques de l'entrepreneur, transportés aux décharges publiques ou démolis, les gravois étant évacués.

Le Maître d'œuvre peut, avec l'accord du Maître d'Ouvrage, conserver des matériaux ou matériels défectueux, ou des ouvrages mal exécutés ou non conformes aux stipulations des pièces du Marché. Dans ce cas, il reste seul juge de la moins-value à appliquer sur ces matériaux, matériels et ouvrages.

2.11 VERIFICATIONS TECHNIQUES GENERALES

L'article R 111.40 du décret du code de la construction et de l'habitat impose au Contrôleur Technique de s'assurer que "les vérifications techniques qui incombent à chacun des constructeurs énumérés à l'Article 1792.1 du Code Civil s'effectuent de manière satisfaisante".

L'entreprise doit présenter, en début d'intervention, le programme de ses vérifications techniques comportant notamment :

- L'identification du responsable des vérifications techniques.
- Les procédures de vérification de la validité des documents techniques établis.
- Les procédures de diffusion des documents d'exécution approuvés et de retrait des documents périmés.
- La nature et la fréquence des vérifications techniques concernant l'exécution (Fiches d'identification et/ou bons de livraison, fiches de contrôle d'exécution, Procès- Verbaux d'essai à la charge des entreprises, etc.).

L'entreprise devra également la réalisation de fiches d'autocontrôle sur ses ouvrages. Ces fiches seront validées par un responsable qualité qualifié dans ce domaine ou le responsable technique de l'entreprise.

2.12 ENTRETIEN ET MAINTENANCE

De façon à faciliter l'entretien et la maintenance des ouvrages, l'Entrepreneur devra fournir obligatoirement et au fur et à mesure qu'il a mis en œuvre les matériaux et matériels, les éléments suivants :

Notices techniques et descriptives des fournisseurs de matériaux et matériels

Le matériel fourni, s'il est constitué d'assemblages complexes, fera l'objet d'une description précise complétée de plans. Les caractéristiques et références des différentes pièces seront répertoriées ainsi que le nom et l'adresse du fournisseur.

La notice technique descriptive devra permettre la localisation, l'identification et la commande de tout organe défaillant.

Notice de fonctionnement et d'utilisation des matériaux et matériels

Lorsque l'utilisation d'un matériel ne relève pas de l'usage courant, ou, si une erreur d'utilisation risque d'entraîner une détérioration de ce matériel ou d'autres matériaux ou équipements, une notice de fonctionnement en donnera le mode d'emploi détaillé.

Notice d'Entretien et de Maintenance des matériaux et matériels

Celles-ci devront préciser en particulier l'ensemble des tâches d'entretien et de maintenance préventif avec la fréquence des interventions ainsi que les consignes de prévention nécessaires avant d'exécuter l'entretien et la maintenance.

Plans de recollement et détails

Ceux-ci devront comprendre les relevés précis des positionnements des ouvrages.

Procès-verbaux de classement ou Labels

Les P-V de classement ou labels devront être fournis pour tout ce qui concerne les matériaux ou équipements faisant l'objet d'un classement ou label.

Garantie du constructeur

Lorsqu'un matériau ou équipement fait l'objet d'une garantie particulière du constructeur, une attestation devra être jointe.

Démonstration

Pour les ouvrages ou appareillages dont l'usage nécessite des manœuvres complexes ou délicates, une démonstration devra être faite par le constructeur et l'installateur à l'agent de maintenance du Maître d'Ouvrage.

Formation

Le titulaire de chaque lot devra prévoir la formation à l'utilisation des installations au Maître d'Ouvrage et Utilisateurs.

Pour le matériel ou les équipements dont l'usage nécessite un apprentissage particulier, l'Entrepreneur devra prévoir la formation de l'agent de maintenance de l'établissement.

A l'issue de cette formation, l'agent de maintenance devra être en mesure d'utiliser efficacement et en toute sécurité le matériel ou les équipements concernés.

3 PRESCRIPTIONS GENERALES

3.1 NORMES ET REGLEMENTS

Les travaux devront être exécutés selon les règles de l'art et conformément aux normes et règlements passés en vigueur, le jour de la soumission et notamment :

- Le règlement sanitaire départemental de la Ville dont l'opération objet du présent marché dépend en fonction de la localisation
- Le cahier des clauses administratives générale CCAG ;
- Règlements régionaux départementaux et communaux ;
- Code de la Construction et de l'Habitation
- L'Arrêté du 1er Août 2006 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19 à R. 111-19-3 et R. 111-19-6 du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création et à l'Arrêté du 30 novembre 2007 modifiant le premier.
- Tous les règlements antérieurs et postérieurs en vigueur (notamment la Circulaire Interministérielle n° DGHUC 2007-53 du 30 novembre 2007, relative à l'accessibilité des ERP, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation)
- L'Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public comprenant le Règlement de sécurité contre l'incendie relatif aux établissements recevant du public.
- Thermique : Réglementation thermique RT 2012
- Arrêté du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normal »
- Circulaire UHC/QC/21 n° 2000-77 du 31 octobre 2000 relative au contrôle technique des constructions pour la prévention du risque sismique ;
- Article R. 112-1 du C.C.H Modifié par Décret n°2004-1413 du 23 décembre 2004 - art. 2 JORF 28 décembre 2004. Dans les zones particulièrement exposées à un risque sismique, les règles concernant la nature et les caractéristiques des bâtiments, des équipements et des installations et les mesures techniques préventives doivent respecter les dispositions du décret n° 91-461 du 14 mai 1991 modifié relatif à la prévention du risque sismique, ou les règles fixées par un plan de prévention des risques naturels prévisibles, lorsqu'il existe.
- Articles L. 112-18 et 112.19 du C.C.H., sur la prévention des risques naturels (Loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006) ;
- Règles de constructions parasismiques
- Cartographie du bruit dans le secteur du projet
- L'ensemble des REEF
- DTU
- Normes françaises AFNOR
- L'ensemble des cahiers du CSTB
- Fiches techniques des constructeurs
- Le code des marchés publics ;
- Le code civil
- Code du travail
- Code de la santé publique
- Code de la sécurité Sociale
- Décrets et lois et DTU en vigueur suivant leurs dernières publications.
- Au bon respect des règles de l'Art
- Les documents, textes et règlements applicables au projet sont ceux en vigueur. L'entrepreneur devra signaler au Maître d'œuvre à la remise de son offre à la date de la soumission, si un point du projet n'est pas conforme à la réglementation.

- La connaissance complète du projet implique la consultation préalable du CCAP et de l'ensemble des CCTP. Dans le cas de contradiction entre 2 documents, l'ordre de préséance des pièces, qui y est mentionné primera.

3.2 DOCUMENTATION

Avant toute exécution, l'entrepreneur provoquera la remise en temps utile de tous les renseignements nécessaires.

L'entrepreneur déclare connaître parfaitement l'ensemble des lois et décrets en vigueur, applicables aux ouvrages de la présente opération, publiés le jour de la signature du marché. Ils s'engagent en outre à les respecter.

Il sera tenu pour responsables de toutes les infractions qui pourraient être commises.

Il sera également tenu pour responsables de tous les accidents que l'exécution du projet ou le fait de ses agents ouvriers ou éventuellement sous-traitants pourraient causer aux personnes quelles qu'elles soient se trouvant sur le chantier ou à proximité ainsi que des dommages causés aux ouvrages existants ou voisins du fait de l'exécution des travaux.

En cas de dégâts, soustraction et détournement de matériaux ou de matériel au préjudice de l'entrepreneur, celui-ci ne pourra en aucun cas réclamer un supplément au prix convenu.

L'entrepreneur devra garantir ses travaux de dégradations et avaries que ceux-ci pourraient éprouver quelle qu'en soit la cause.

Il sera tenu pour responsable de tous les dommages qui pourraient survenir.

Annexés à sa proposition :

L'entrepreneur devra fournir tous les documents permettant de juger de son offre et en particulier :

- Tous les documents permettant de juger de la qualité des installations proposées dans sa proposition
- Une décomposition de son prix global et forfaitaire, détaillé par poste sur le cadre joint en annexe au DCE : Les options dont le chiffrage est demandé dans les différents CCTP, sont à étudier obligatoirement et doivent clairement apparaître en annexe des offres des entreprises.
- Les références des équipements similaires.
- Les moyens mis en œuvre afin d'assurer le respect de la démarche de chantier propre : types de déchets produits, quantités estimatives, moyens mis en œuvre pour limiter les déchets à la source, moyens mis en œuvre pour assurer le taux minimum de valorisation des déchets, moyens mis en œuvre pour limiter l'ensemble des nuisances et assurer le respect de la charte de chantier à faible impact environnemental
- Les moyens mis en œuvre pour assurer une étanchéité à l'air optimale de ses ouvrages.

Avant le commencement des travaux :

L'entreprise remettra en 3 exemplaires à l'approbation du Maître de l'ouvrage, les documents suivants :

- Les plans de cheminement des canalisations et d'implantation des appareillages.
- Les schémas de régulation.
- Les notes de calcul.
- En règle générale, tous les plans d'atelier et de chantier nécessaires à la réalisation des travaux.
- Le planning détaillé.

L'ensemble des documents devra être envoyé, au fur et à mesure de l'avancement de l'étude au maître d'œuvre pour approbation avant exécution des travaux correspondants ou commande de matériel.

L'entreprise remettra au bureau de contrôle les PV et les fiches techniques.

Durant cette phase de l'exécution, l'entreprise présentera les échantillons des matériels.

L'exécution devra obligatoirement être conforme à ces plans approuvés.

En cours de travaux :

L'entreprise sera tenue de remettre tous les croquis de montage, côtes d'encombrement.

L'entrepreneur est entièrement responsable des plans et côtes qu'il doit vérifier ou fournir lui-même.

L'agrément d'un matériel autre que celui prévu au projet de base ne sera possible que si l'entrepreneur informe en temps utile le maître d'œuvre pour en recueillir son approbation.

Dans le cas contraire, l'entrepreneur s'exposerait à refaire à ses frais les ouvrages non acceptés et prendrait de ce fait, à sa charge, toutes les sujétions entraînées par des modifications.

L'entrepreneur devra, avant tout commencement d'approvisionnement, obtenir l'accord du maître d'œuvre. Il ne pourra présenter aucune réclamation pour refus d'un matériel non agréé qu'il aurait approvisionné.

Dossier des Ouvrages Exécutés :

L'entrepreneur doit fournir un Dossier des Ouvrages Exécutés en version informatique destiné :

- Au Maître d'ouvrage
- A la maîtrise d'œuvre
- Au Bureau de Contrôle
- A l'Ordonnancement, Pilotage, et Coordination (OPC)

+ 2 exemplaires « papier » :

- 1 exemplaire pour le Bureau de Contrôle
- 1 exemplaire pour le Maître d'Œuvre

Il sera établi un DOE composé comme suit :

- Les fiches d'autocontrôle
- Les attestations de fonctionnement de l'Agence Qualité de Construction (AQC).
- Tous les plans et schémas des installations conformes aux installations exécutées :
 - 1/200ème ou 1/100ème pour les plans de masse
 - 1/20ème ou 1/10ème pour les plans de détails
 - 1/50ème pour les plans d'exécution.
- Le certificat du Bureau de Contrôle dûment rempli avant réception du chantier
- La photocopie des fiches techniques de tous les matériels.

3.3 PERFORMANCE THERMIQUE VISEE

L'offre de prix de l'entreprise devra inclure l'ensemble des prestations nécessaires au respect de la réglementation thermique

Les prestations sont définies dans l'étude thermique jointe en annexe et reprise dans les différents CCTP.

En tant que pièce contractuelle constituant le marché, l'entreprise est tenue de s'y reporter et de s'y conformer.

La reprise éventuelle de l'étude thermique fournie au motif d'optimiser les dispositions adoptées ou d'adapter ces dispositions en fonction de modifications demandées par une entreprise, sera à charge de celle-ci et réalisée à ses frais. Dans tous les cas, cette reprise de l'étude thermique ne saura présenter des performances en deçà des objectifs recherchés.

3.4 ANALYSES ET CALCUL

Le maître d'œuvre se réserve le droit de faire procéder aux frais de l'entreprise à tous essais et analyses en Laboratoires de tous les matériaux entrant dans la construction des ouvrages.

3.5 ESSAIS ET CONTROLES

L'entrepreneur procédera lui-même ou fera procéder par un laboratoire agréé à tous les essais qui seront jugés utiles par le Maître d'Ouvrage.

Les essais ne devront pas entraîner de perturbations dans le calendrier des travaux.

En fin de travaux, il sera procédé :

- Aux vérifications de conformité des matériels et installations vis à vis du descriptif
- Aux essais permettant de juger si les performances demandées sont respectées. Les essais seront effectués selon les prescriptions ci-après :

- Examen de conformité et essais de fonctionnement élémentaire : les caractéristiques de l'appareillage et des canalisations installées seront relevées et leur conformité avec le projet, les normes et règlements en vigueur sera vérifiée.
- Les installations seront essayées et les résultats seront consignés dans les fiches d'essais.

L'exécution sera conforme aux plans des installations.

En outre, si au cours de la période de garantie, des modifications sont apportées aux installations, l'entrepreneur devra fournir les plans corrigés et approuvés en nombre d'exemplaires nécessaires pour remplacer ceux des dossiers précédemment remis.

3.6 CALENDRIER D'EXECUTION ET CARNET DE CHANTIER

Un calendrier d'exécution sera mis au point lors de la première réunion de chantier en fonction du délai global.

Ce planning sera dressé par l'entrepreneur, en fonction du phasage.

Un carnet de chantier sera ouvert et comportera trois volets sur lesquels seront portés les divers renseignements concernant la vie du chantier et plus particulièrement :

- Date d'ouverture du chantier (ordres de services)
- Etat du chantier avant travaux
- Avancement des travaux
- Détail des travaux modificatifs avec obligatoirement les ordres de services
- Renseignements divers (réserves, réservations, etc..).

Le premier volet sera joint au décompte général et définitif si son contenu modifie le marché.

Le deuxième sera remis au représentant du maître d'ouvrage.

Le troisième restera propriété de l'entrepreneur.

3.7 RECEPTION DES INSTALLATIONS

Une période d'un mois sera prévue pour les réglages et essais avant réception.

Cette phase s'effectuera en dehors des périodes de fonctionnement des installations relatives aux besoins du chantier.

Durant cette phase, tous les frais de main d'œuvre et d'entretien seront à la charge de l'entrepreneur, à l'exception de ceux concernant la fourniture de l'électricité.

Le Maître d'ouvrage entrera en possession des ouvrages dès notification favorable du procès-verbal de réception.

Tout matériel non conforme aux règlements ou aux pièces contractuelles sera à remplacer aux frais de l'entrepreneur.

L'entrepreneur remettra un dossier complet comportant l'ensemble des plans et schémas mis à jour, un cahier de consignes notifiant les mesures à prendre pour la bonne marche et la surveillance des installations de chauffage, ceci en 3 exemplaires.

La réception ne sera prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des contrôles et **essais pendant 1 AN** à dater de cette réception.

Pendant le délai de garantie, l'entrepreneur est tenu de remplacer immédiatement à ses frais tout appareil ou partie d'appareil qui serait reconnu défectueux, et d'effectuer les réparations nécessaires, imputables à un vice de construction, d'installation ou de fonctionnement.

Pendant l'exécution des travaux et pendant le délai de garantie, l'adjudicataire devra se soumettre à toute vérification qui serait demandée par le Maître de l'ouvrage.

Dans l'hypothèse où le remplacement de matériaux ou d'appareils, où la réfection d'ouvrages seraient reconnues nécessaires, l'adjudicataire supporterait avec les dépenses qu'entraînent ces constatations, les réfections et les réparations de quelque nature qu'elles soient, sans préjudice des indemnités qui seraient encourues.

Il sera prévu une réception unique pour tous les travaux TCE. Selon les besoins du MOE et/ou MOA, la réception pourra être prononcée à l'achèvement de chaque tranche de travaux, si d'une part l'exécution des réalisations, la qualité des matériaux mis en oeuvre, la construction des appareils est conforme en tous points aux prescriptions du Cahier des Charges, et si d'autre part, les essais ont fait valoir les garanties données par l'adjudicataire.

La réception sera constatée par un procès-verbal.

Le procès-verbal qui sera établi mentionnera le cas échéant les omissions, imperfections ou malfaçons constatées.

Les pièces réparées ou fournies en remplacement de celles refusées seront soumises à une nouvelle réception.

3.8 PERIODE DE GARANTIE

Pendant la période de garantie, l'entrepreneur restera complètement responsable du bon fonctionnement de l'installation.

Il sera tenu d'effectuer à ses frais, risques et périls, les remplacements, réparations et modifications de tous les appareils ou pièces brisées, hors de service ou reconnues défectueuses par suite de défaut de construction ou vice caché de matière, alors même que l'existence de ces défauts n'aurait pas été reconnue au cours ni des essais de réception, ni de l'examen et des épreuves en atelier ou aux réceptions.

Cette garantie ou obligation ne s'applique pas aux cas de force majeure, ni aux accidents dus à un défaut de surveillance du personnel chargé de la conduite de l'installation.

Toute avarie étrangère à ces cas de force majeure aura pour effet de prolonger la garantie d'une durée proportionnelle à son importance, sans toutefois que cette prolongation puisse dépasser une année.

Le constructeur ne pourra se prévaloir du peu d'importance ou de la facilité de la réparation de la mise au point ou du réglage reconnus nécessaires, pour se soustraire à l'obligation de maintenir tous les appareils en parfait état de marche pendant le délai de garantie.

Garantie de fourniture :

Tout le matériel fourni par l'entrepreneur doit être garanti contre tous vices de construction ou de matière pendant **une durée de 1 AN** à dater de la réception.

Cette garantie ne s'applique pas aux conséquences de l'usure normale, ni à celles qui pourraient résulter de la mauvaise utilisation des appareils ou de non-observation des instructions.

L'entrepreneur sera notamment responsable des incidents ou déprédations qui pourraient se produire du fait de la non-fourniture en temps utiles des documents ou du fait d'erreurs contenues dans ces documents.

Il ne pourra être substitué au moment de l'exécution un appareil similaire qu'après l'accord formel écrit au Maître d'Ouvrage.

Garantie décennale :

La garantie décennale prend date conformément à la loi et aux documents d'ordre général annexés au marché.

Les différentes clauses de garanties énoncées ci-dessus ne font aucunement double emploi avec les obligations résultant de la garantie décennale.

Celles-ci trouvent leur plein effet à dater du jour fixé et l'entrepreneur restant astreint aux diverses obligations résultant du marché, et notamment du présent document aussi longtemps que les contrôles et essais ne sont pas concluants.

3.9 CONTESTATIONS – SANCTIONS

En cas de contestation sur les ouvrages obtenus à l'occasion des essais de réception, le Maître de l'ouvrage se réserve le droit de faire effectuer des contrôles, des étalonnages et de nouveaux essais par des techniciens spécialisés.

Dans le cas où l'entrepreneur ne pourrait pas tenir les critères définis au devis descriptif, tous remplacements, modifications, adjonctions, réparations ou réglages nécessaires devront être faits sans apporter de gêne aux utilisateurs des installations.

Après exécution des travaux imposés, il sera procédé à de nouveaux essais.

Il est rappelé que les frais de toute nature nécessités par les essais de réception sont à la charge de l'entrepreneur, y compris les horaires des techniciens spécialisés participant aux essais, contrôles et étalonnages.

3.10 CONDITIONS A REUNIR POUR LA PHASE OPR/RECEPTION/LIVRAISON

8 jours avant chaque visite :

- Toutes les prestations devront être terminées
- Les équipements devront être en service
- Les locaux devront être propres

En cas de non- respect des conditions précitées ci- avant, le maître d'ouvrage ou le maître d'oeuvre pourra, sans préavis, solliciter l'intervention d'une entreprise tierce aux frais des entreprises défailtantes.

3.11 PENALITES

Se reporter au CCAP.

4 COORDINATION TECHNIQUE ENTRE LES ENTREPRISES

4.1 CELLULES DE SYNTHESE ET PLANS COORDONNES DES TRAVAUX

Les marchés des différents lots étant techniquement liés pour l'exécution des travaux, chaque entrepreneur est soumis aux prescriptions et dispositions ci-après, en vue de la préparation et de la coordination des travaux.

Chaque entreprise doit, dès réception de l'ordre de service n° 1, établir et soumettre au visa du Maître d'œuvre l'ensemble des études spécifiques à sa profession et nécessaires à la bonne marche des travaux et elle doit les communiquer, lorsque cela est utile, aux autres entreprises.

Chaque entreprise est tenue de transmettre ses plans de réservation avant les dates limites définies pendant la période de préparation.

Les entreprises qui n'auraient pas fourni les documents précités dans les délais requis seront passibles de l'application des pénalités de retard définies au CCAP

En outre, si la remise tardive de ces documents ou les corrections ou compléments d'études qui nécessiterait leur mise au point, entraînerait un retard dans l'exécution des travaux, l'entreprise en assumerait l'entière responsabilité à quelque corps d'état qu'elle appartienne.

Cette cellule d'études coordonnées est constituée par les entreprises et fonctionne sous la responsabilité du lot 05 Chauffage Ventilation Plomberie Climatisation GTB.

Elle sera obligatoirement installée sur le site.

La charge financière de la cellule de synthèse est réputée incluse dans le prix forfaitaire du lot ayant la responsabilité de cette cellule. Les frais d'études reproduction et diffusion sont à la charge de ce dernier.

La direction de cette cellule est assurée par l'entreprise titulaire en ayant la charge, et en liaison avec les Maîtres d'œuvre et contrôleur technique.

Cette cellule aura pour mission de réunir toutes les informations, plans de pré-études et plans d'exécution des différents lots.

L'enchaînement des études se fait comme suit :

Pré-étude :

Choix avec les entreprises des techniques retenues et de la structure. Ces documents seront réalisés sur les fonds de plans de la Maîtrise d'œuvre.

Fond de plans :

En fonction des choix techniques effectués antérieurement, établissement par le lot GO des plans de gros œuvre constituant les nouveaux fonds de plans.

Plans de synthèse des techniques :

A partir des plans d'exécution provisoires réalisés par chacun des lots établissement des plans superposés de réseaux, passage de gaines, câblages, etc.... sur les fonds de plans.

Ces fonds de plans seront cotés à nouveau et serviront de base aux plans d'exécution définitifs à l'ensemble des lots architecturaux et techniques. La cellule de synthèse assurera la mise en évidence des conflits en réalisant les éventuels documents complémentaires (schémas, coupes ...) les faisant apparaître et assurera avec la Maîtrise d'œuvre et les lots techniques la gestion de la solution de ces conflits.

Plans d'exécution du gros œuvre :

Etablissement des plans d'exécution définitifs gros œuvre intégrant les réservations et les interfaces des façades mis au point par les plans coordonnés.

Nota : Ce n'est qu'après examen des plans coordonnés que la Maîtrise d'œuvre que celui-ci et le bureau de contrôle pourront approuver les plans d'exécution.

Plans de synthèse des parties visibles :

Etablissement des plans figurant ensemble toutes les parties visibles, entre autres :

Calepinage des faux plafonds, des luminaires, des grilles de ventilation, des accessoires courants forts et faibles, prises de fluides spéciaux, appareils sanitaires, trappes de visite, coupes types ou dans les zones critiques (passages de réseaux sous poutre...) etc...

Plans d'exécution des lots architecturaux et techniques :

Etablissement des plans d'exécution des lots architecturaux et technique. à partir de la pré-étude, des plans d'exécution gros œuvre, des plans coordonnés et de plans de synthèse des parties visibles, sur les fonds de plans, La cellule d'étude coordonnera et provoquera les réunions interentreprises nécessaires pour la réalisation de cette mission.

Toute défaillance constatée dans l'accomplissement de la mission confiée à cette cellule pourra amener le Maître d'œuvre à exiger de chacun des participants toutes mesures propres à redresser le situation (remplacement du responsable, augmentation des effectifs etc...) Au besoin, il pourra, après mise en demeure, et passé un délai de huit jours, substituer à une entreprise défaillante un ingénieur conseil agréé du Maître d'œuvre qui sera chargé de l'établissement des plans aux frais de ladite entreprise.

Les plans de synthèse ne se substitueront jamais aux plans d'exécution. Ces derniers seront élaborés par chaque entreprise, sous sa responsabilité, en fonction des plans de synthèse.

Les plans de synthèse seront proposés au visa du Maître d'œuvre et des bureaux de contrôle et prévention, en même temps que les plans d'exécution correspondants des entreprises, et selon le même organigramme.

L'OPC est responsable de la circulation de ces plans.

Le Maître d'œuvre et le bureau de contrôle ne les examineront que pour la conformité du projet et la bonne intelligence des plans d'exécution.

En cas de contestation lors des travaux sur l'implantation de matériels ou de réseaux, les plans coordonnés établis par la cellule primeront sur les plans d'exécution des entreprises. L'entreprise devra alors reprendre ses plans d'exécution pour les mettre en conformité avec les plans coordonnés.

4.2 PLANS D'EXECUTION DES OUVRAGES

C'est dans le cadre des dispositions décrites ci-dessus que sera réalisées la coordination des études et l'élaboration des plans d'exécution et de tous les documents nécessaires à l'exécution des travaux.

Le dossier remis aux entreprises comprend l'ensemble des prestations dues au titre du marché de Maîtrise d'œuvre (mission dite « de base » loi MOP)

Chaque entreprise est responsable et chargée de l'élaboration des plans d'exécution de ses ouvrages.

Les plans d'exécution des ouvrages et leurs spécifications techniques détaillés complémentaires de celles établies par le Maître d'œuvre seront établis par les entreprises et soumis, avec les notes de calcul correspondantes, au visa du Maître d'œuvre et du bureau de contrôle technique de sécurité.

Le visa du Maître d'œuvre n'indique que la conformité aux dispositions descriptives et graphiques du marché ; les entreprises restent responsables en cas d'erreurs non signalées dans les documents de base ou d'erreurs dans les documents d'exécution.

L'entreprise demeurera donc entièrement responsable des erreurs ou omission, qui pourront résulter de ses plans d'exécution.

Les plans d'exécution font partie des obligations des entreprises au même titre que l'exécution de leurs travaux. Les retards dans la fourniture de ces plans feront l'objet de pénalités et amendes prévues aux CCAP.

Que ces retards soient dus :

- A la non-présentation du plan d'exécution
- Au refus du visa du Maître d'œuvre ou du bureau de contrôle technique et de sécurité, même s'il est motivé par un défaut du plan coordonné nécessaire pour éclairer le plan de l'entreprise.

L'entreprise ne pourra arguer, pour justifier un retard, d'un manque de renseignements dû à une autre entreprise étant elle-même tenue de les provoquer en temps utile.

Elle portera à la connaissance du Maître d'œuvre et de l'OPC toute défaillance de la part de l'entreprise mise en cause, faute de quoi, elle en partagera la responsabilité

Chaque entreprise à la charge de diffuser chaque document en nombre suffisant au Maître de l'ouvrage, au Maître d'œuvre, au bureau de contrôle et à chaque entreprise concernée.

Le schéma de circulation des plans sera déterminé par l'OPC

Le nombre de tirage de chaque document pour chaque envoi sera défini ultérieurement et pourra atteindre 10 exemplaires par dérogation à l'article 29.14 du CCAG.

Après visa technique du Maître d'œuvre et du bureau de contrôle les plans seront diffusés aux entreprises intéressées en nombre suffisant, ainsi qu'à l'OPC et à la cellule d'études coordonnées.

L'OPC est le garant de la diffusion conforme des plans visés.

Les frais d'élaboration des documents d'exécution sont réputés inclus dans les prix forfaitaires de chaque entreprise. Aucun travail supplémentaire, modification de prestation, ne donnera lieu à indemnités pour études supplémentaires quels qu'en soient le motif et l'étendue les frais en question étant réputés inclus dans les modifications en plus ou en moins de la masse des travaux qui en résultent.

Aucune mise en fabrication ni exécution ne sera entreprise avant que le Maître d'œuvre et le bureau de contrôle aient visé les plans d'exécution et autres documents d'exécution.

Faute d'avoir recueilli les VISAS de la Maîtrise d'œuvre et du bureau de Contrôle, les entreprises prennent le risque d'un refus des matériels, matériaux commandés et/ou des ouvrages exécutés avec obligation de reprendre les commandes et études en vue de l'obtention des VISA susdits.

Les observations du maître d'œuvre et bureau de contrôle seront prises en compte par les entreprises qui éditeront de nouveaux plans conformes à ces observations.

Il est rappelé que le bureau de contrôle interviendra dans les missions de sécurité et de contrôle des risques. Les entrepreneurs sont tenus de mettre leurs études ou leurs travaux en conformité avec les demandes de ce bureau de contrôle et de prévention, sans que cette intervention puisse remettre en question le montant du marché et le délai d'exécution des travaux.

Les plans d'exécution des entreprises devront être élaborés de concert avec les plans coordonnés, de façon que ces plans puissent recevoir le visa du Maître d'œuvre et du bureau de contrôle aux échéances fixées par le calendrier contractuel des études, élaboré par l'OPC.

Les projets modificatifs demandés à l'entrepreneur en cours d'exécution de travaux seront établis par l'entreprise et remis à la maîtrise d'œuvre pour approbation, dans les conditions suivantes :

Chaque projet comprendra, sauf spécifications contraires au marché :

- Tous plans et croquis nécessaires
- Un devis descriptif détaillé indiquant les conditions d'emploi des matériels ou matériaux
- Une note de calcul qualifiant les dispositions proposées
- Un devis estimatif.

Les frais afférents à l'établissement de projets et à l'exécution des diverses modifications qui pourraient y être apportées à la demande du Maître de l'ouvrage sont à la charge de l'entrepreneur et sont réputés inclus dans le forfait initial.

4.3 RENSEIGNEMENTS A FOURNIR

Tout entrepreneur doit fournir en temps utile, les précisions relatives aux ouvrages dont il a la charge et dont l'exécution est liée à des sujétions communes à divers corps d'état.

Toutes ces informations seront reportées sur les P.E.O. des entreprises pour être analysées en synthèse par le Gros-œuvre et les Corps d'états intéressés.

4.4 ETUDES D'EXECUTION

Les études techniques et les plans d'exécution des ouvrages sont réalisés aux frais des entreprises.

Les notes de calculs et les plans établis par chaque entreprise seront transmis au maître d'œuvre et au bureau de contrôle au minimum 30 jours calendaires avant la date prévisionnelle d'exécution sur le chantier. L'entreprise

fournira 1 exemplaire des documents par destinataire (maître d'œuvre, bureau de contrôle, SPS, autres entreprises concernées, etc...), le nombre de destinataire étant défini par l'OPC en fonction des documents établis et à diffuser. La diffusion aux différents destinataires est assurée par l'OPC. Les éventuelles remarques des différents destinataires seront retournées à l'OPC qui les transmettra à l'entreprise au minimum 15 jours avant réalisation sur site.

La liste de diffusion de documents, ainsi que les retours avec ou sans remarques, est tenue à jour par l'OPC. Toute entreprise destinataire d'un document et n'ayant pas retourné ses remarques à l'OPC dans les délais défini ci-avant, devra prendre à sa charge tous travaux modificatifs éventuels qui s'en suivrait.

La réalisation des travaux est subordonnée au visa du maître d'œuvre et à l'accord du bureau de contrôle.

4.5 ORGANISATION DE CHANTIER

L'organisation du chantier sera conforme aux prescriptions du Coordinateur travaux

4.6 HORAIRES DE CHANTIER

Conformément aux arrêtés en vigueur, les travaux sont interdits entre 20 heures et 7 heures, les dimanches et jours fériés, sauf en cas d'intervention urgente.

Les heures d'ouvertures du chantier sont précisées dans le PGC. Ces heures d'ouvertures seront suivies sur le registre journal.

L'entrepreneur désigné doit l'ouverture et la fermeture du chantier tous les jours, pendant la période d'exécution, et jusqu'à la fin des travaux.

4.7 SECURITE GENERALE DU CHANTIER

En cours de travaux, les entrepreneurs prendront toutes dispositions pour préserver la libre circulation.

Ils prendront toutes mesures pour assurer le contrôle d'accès au chantier.

En cas de dégâts, soustraction et détournement de matériaux ou de matériel, au préjudice des entrepreneurs, ceux-ci ne pourront en aucun cas réclamer un supplément au prix convenu.

Ils devront garantir les travaux des dégradations et avaries que ceux-ci pourraient éprouver pour quelque cause que ce soit. Ils seront tenus pour responsables de tous les dommages qui pourraient survenir.

Le chantier sera soumis à la réglementation sur la coordination de chantier (Loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 modifiant les dispositions du code du travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs et portant transposition de la directive du Conseil des communautés européennes n° 92-57 en date du 24 juin).

Avant l'exécution des travaux, les entrepreneurs provoqueront la remise en temps utile de tous les renseignements nécessaires.

Les entrepreneurs déclarent connaître parfaitement l'ensemble des lois et décrets en vigueur, applicables au projet le jour de la signature du marché. Ils s'engagent en outre à les respecter.

Les entreprises sont tenues de fournir l'ensemble des annexes tenant compte des dispositions prises dans le Plan de prévention établi par le Préventeur.

4.8 LIVRAISON ET STOCKAGE DES MATERIAUX SUR CHANTIER

Les zones de stockage et les modalités de livraison seront arrêtées avec le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage au démarrage des travaux.

Les offres de prix des entreprises devront intégrer la prise en compte de l'ensemble des contraintes d'accessibilité du site et le maintien en activité du site.

4.9 TRACES D'IMPLANTATION – TRAITS DE NIVEAU

L'entreprise du lot 01 a à sa charge et sous sa seule responsabilité, les tracés d'implantation des ouvrages d'après les plans et instructions du Maître d'œuvre. La première intervention pour les tracés d'implantation se fera dès les travaux préliminaires.

Tous ces tracés sont exécutés par un géomètre expert à charge de l'entreprise. Le géomètre devra être agréé par le Maître d'Ouvrage et le maître d'œuvre.

Toutes divergences qui pourraient apparaître au cours de ces tracés doivent être signalées immédiatement au Maître d'œuvre.

Le trait de niveau (tracé autant de fois que nécessaires) servant à tous les corps d'état est tracé sur les murs, poteaux, cloisons et enduits. L'Entreprise de Gros œuvre en assume la responsabilité.

Si, pour une raison quelconque, ce trait venait à être effacé prématurément, l'entrepreneur aurait à le tracer de nouveau, à ses frais, autant de fois qu'il serait nécessaire, sur simple demande du Maître d'œuvre ou des autres corps d'états.

Concernant les espaces extérieurs, l'entreprise désignée pour le lot VRD aura à sa charge l'implantation générale du projet d'aménagements extérieurs.

Le piquetage particulier des plantations (arbres, massifs d'arbustes, etc.), des jeux et des éléments en bois sera effectué par l'entrepreneur titulaire de chaque lot et à ses frais. Ces derniers seront responsables de l'entretien de tous les repères et bornes, les bornes et repères fixes détruits seront immédiatement remis en place à leurs frais.

4.10 ECHAFAUDAGES – MATERIELS DE LEVAGE

A charge des entreprises concernées – en conformité avec le Plan de Prévention établi par le préventeur.

4.11 TROUS- SCELLEMENTS – CALFEUTREMENTS – RACCORDS – BOUCHEMENTS

Sauf stipulation contraire spécifiée au cours du C.C.T.P. tous les trous, scellements, calfeutremments, raccords et feuillures seront dus et exécutés suivant les paragraphes ci- dessous.

4.11.1 TROUS ET FEUILLURES \leq A 10 CM²

Dans le béton et maçonneries : Les trous et feuillures \leq à 10 cm² seront réalisés par carottage à charge des entreprises concernées après accord de l'entrepreneur titulaire des travaux du lot 01.

Dans les cloisons, chaque entreprise fera son affaire des trous et réservations nécessaires à l'exécution de ses travaux.

A noter toutefois que les réservations qui n'auraient pas été indiquées lorsque la demande en a été formulée par les lots concernés seront prises en charge par les entreprises auxquelles elles servent ainsi que toutes les incidences éventuellement liées à la réalisation de ces réservations.

4.11.2 TROUS ET FEUILLURES \geq A 10 CM²

Dans le béton et dans le béton armé : Exécutés dans tous les cas par l'entrepreneur de Gros- œuvre

1. Aux frais du lot 01 sous réserve qu'un plan détaillé des réservations lui ait été fourni en temps utile par l'entreprise concernée, selon le planning établi par l'OPC au démarrage des travaux. Une entreprise ne peut pas demander une réservation de section correspondante à deux fois la section de la canalisation ou de la gaine devant traverser la paroi. Les entreprises sont donc tenues de communiquer, dans le délai imparti par l'OPC leurs plans de réservations.

Les plans sont transmis à la maîtrise d'œuvre et à l'entreprise titulaire du lot 01.

Après accord de la maîtrise d'œuvre sur les principes généraux des cheminements envisagés par les différentes entreprises, l'entreprise du lot 01, qui assurera la synthèse des réservations, portera les indications nécessaires sur ses plans d'exécution.

L'entreprise du lot 01 s'assurera de l'exécution conforme de tous les trous, saignées et réservations mentionnés sur ses plans.

2. Toutes les réservations non exécutées au coulage des ouvrages en béton, par faute d'avoir communiqué en temps utile les plans de réservations, seront réalisées par l'entreprise de Gros Œuvre sous sa responsabilité, aux frais de l'Entreprise défaillante.

De plus, la Maîtrise d'œuvre et le Bureau de Contrôle peuvent refuser tous les percements après coup qu'ils jugeraient dangereux pour l'ouvrage et toutes solutions de remplacement qui seraient techniquement insuffisantes ou inesthétiques. Dans ce cas, l'entreprise défaillante devra prendre toutes les dispositions nécessaires et supporter, à ses frais, toutes les conséquences de ce refus pour aboutir à une solution valable et acceptée par le Maître d'œuvre.

Dans les cloisons, chaque entreprise fera son affaire des trous et réservations nécessaires à l'exécution de ses travaux.

A noter toutefois que les réservations qui n'auraient pas été indiquées lorsque la demande en a été formulée par les lots concernés seront prises en charge par les entreprises auxquelles elles servent ainsi que toutes les incidences éventuellement liées à la réalisation de ces réservations.

4.11.3 SCHELLEMENTS

Chaque entrepreneur exécute ses propres scellements et ce quelle que soit la nature des matériaux. Il doit être réservé lors de ceux-ci tous les nus nécessaires pour exécution des raccords ou revêtements définitifs.

4.11.4 RACCORDS

Dans le béton, le béton armé et l'enduit ciment

Exécutés par l'entreprise chargée du scellement, à sa charge et sous le contrôle de l'entreprise de Gros Œuvre.

En cas de mauvaise exécution, le Maître d'œuvre chargera l'entreprise de Gros Œuvre de reprendre les travaux à la charge de l'entreprise défaillante.

4.11.5 DANS L'ENDUIT PLATRE

Dito paragraphe précédent étant entendu que les raccords après pose des faïences, plinthes, etc... sont à la charge de l'entreprise chargée de la Plâtrerie.

4.11.6 CALFEUTREMENTS INTERIEURS

Tous les calfeutrements intérieurs sont dus et exécutés par l'entreprise de Gros Œuvre.

Les calfeutrements au pourtour des menuiseries extérieures destinés à assurer l'étanchéité à l'eau et à l'air des dites menuiseries sont à la charge de l'entrepreneur titulaire des travaux de Menuiseries Extérieures.

4.11.7 BOUCHEMENTS DE TREMIES

Dans les murs en maçonnerie, dans les cloisons ainsi que dans les ouvrages en béton (dalles et voiles), chaque corps d'état a la charge du bouchement correct des trous qu'il a effectués ou demandés, sauf gaines entre niveaux dont le bouchement est à charge du lot 01.

Les bouchements dans les ouvrages en béton seront soumis à l'approbation de l'entreprise du lot 01.

Ces bouchements seront impérativement effectués avec des matériaux de même nature. La finition des parements sera soignée et devra permettre l'exécution immédiate des travaux de finition (peinture, revêtement de sol ...).

Dans le cas contraire, les travaux de préparation nécessaires seront exécutés par les corps d'états concernés par les travaux de finition, aux frais de l'entreprise défaillante.

Il est rappelé que les bouchements doivent garantir les éventuelles qualités (acoustique, de tenue au feu...) requises pour la paroi rebouchée.

Les trémies seront rebouchées à chaque niveau par un matériau de même performance acoustique que le plancher.

Les traversées de planchers, des murs intérieurs et/ou de cloisons s'effectueront au moyen d'un fourreau constitué par un matériau résilient (ex : manchon de laine minérale d'une épaisseur ≥ 5 mm). De plus, les fourreaux dépasseront largement (≥ 100 mm) de part et d'autre de la paroi concernée

4.11.8 TROUS RESERVES NON UTILISES

Les bouchements de trous réservés non utilisés sont à charge des entreprises défaillantes.

Mise en place des fourreaux, taquets, fourrure, etc.

4.12 RECEPTION DES SUPPORTS

Les DTU et les C.C.T.P. précisent les tolérances, planimétries, états de surface, arases, etc. des différents ouvrages.

Chaque entreprise ayant à fixer ou assembler un ouvrage ou un équipement, ayant à appliquer un revêtement ou une finition sur un support livré par une autre entreprise se doit d'en faire la réception de façon formelle en invitant la Maîtrise d'œuvre aux constats contradictoires qu'elle organise. Elle devra établir un procès-verbal de réception de support assorti des éventuelles observations relevées qui doivent faire l'objet d'une correction de la part de l'auteur du support. Ce constat doit être fait dans des délais compatibles avec le calendrier de ses propres travaux en considérant un délai raisonnable de reprise éventuels de ces supports.

A défaut de procéder ainsi, l'entreprise qui intervient sur un support qui lui a été livré sans en faire la réception, en prend la complète et totale responsabilité et assume le cas échéant les reprises à effectuer sur ce support s'il s'avère qu'il est en cause dans l'imperfection de ses propres travaux.

La Maîtrise d'œuvre n'entend pas déroger à ce principe.

Si la qualité du support n'est pas conforme aux stipulations des documents contractuels, il lui appartient de le signaler, par écrit au Maître d'œuvre, qui décide des mesures à prendre. Les travaux supplémentaires qui résulteraient de la mauvaise exécution des supports seraient déduits du compte de l'entreprise défaillante.

Par le fait de soumissionner, les entreprises s'engagent à s'en remettre à l'arbitrage du Maître d'œuvre.

L'exécution des travaux sans réserve écrite implique, ipso-facto, l'acceptation des supports et aucune réclamation (en cas de refus par la Maîtrise d'œuvre) ne pourra être formulée à ce titre par la suite.

4.13 PROTECTION DES OUVRAGES

Chaque entreprise devra la protection des ouvrages :

- En phase de livraison et stockage sur site.
- En phase de réalisation
- A l'issue de leur mise en œuvre.

Nota : La Maîtrise d'œuvre se réserve le droit de refuser tous matériels et/ou matériaux stockés, en cours de pose ou mis en œuvre si ceux-ci présentent des défauts d'aspect et/ou de construction. Les entreprises n'ayant pas assuré la bonne protection de leurs matériels, matériaux ou ouvrages en devront le remplacement éventuel sans condition.

Pour tous les ouvrages livrés et mis en œuvre dans leur aspect "fini", les entreprises devront mettre en place les protections appropriées selon les conditions de mise en œuvre, le planning de travaux et la fragilité des ouvrages.

En tout état de cause, chaque entrepreneur reste responsable de ses ouvrages jusqu'à la réception, et doit prévoir toutes les protections nécessaires.

Les travaux comprennent également toutes les réparations nécessaires avant réception, ainsi que la dépose des protections mises en œuvre.

Les ouvrages seront réceptionnés en une fois, pour toutes les entreprises, à la fin des travaux de tous les corps d'état.

4.14 RESPECT DES PRESTATIONS REALISEES PAR LES AUTRES CORPS D'ETAT

La qualité de réalisation de l'opération impose le respect par chaque entreprise des prestations réalisées par d'autres. En cas de détériorations constatées celles-ci seront reprises sans délai par l'entreprise titulaire des travaux concernés et à charge de l'entreprise fautive ou à défaut à charge du compte prorata. Cette disposition est soumise à l'arbitrage du pilote ou à défaut du maître d'œuvre d'exécution.

Les entreprises demeurent toutefois responsables de la conservation et de la protection de leurs ouvrages jusqu'à la réception des travaux.

5 ORGANISATION ET INSTALLATIONS DE CHANTIER

5.1 PREAMBULE

L'ensemble des installations de chantier est à la charge de l'URSSAF tout au long du chantier (Jusqu'à réception du chantier). Ces installations concernent essentiellement le mobilier (tables / chaise salle de réunion et réfectoire), mobilier et électroménager (réfrigérateur, micro-onde). L'URSSAF prend en charge également l'ensemble des consommations d'énergie du chantier ainsi que l'aménagement des vestiaires et sanitaires des compagnons (dédiés uniquement à ceux-ci).

Les dépenses communes pour l'ensemble des lots sont à la charge du lot 01.

Le cloisonnement de la zone de base vie et tous cloisonnements nécessaires à la séparation des flux personnels et compagnons de chantier sont à la charge du lot 01

L'ensemble des installations de chantier électriques est à la charge du lot 06 ELEC CFO CFA, à savoir coffrets électriques de chantier (2 par niveau minimum) avec PC en puissances et quantités suffisantes sur chaque coffret et éclairage de chantier (ensemble des plateaux, circulations verticales et horizontales. Les multiprises volantes ne seront pas autorisées sur le chantier. Ces coffrets seront raccordés provisoirement sur les TD de chaque étage.

Les précisions qui suivent ont pour objet de définir les prestations particulières aux installations de chantier et de préciser leur imputation financière tant pour la fourniture et la mise en œuvre, que pour leur dépose, entretien et frais de fonctionnement.

A noter que les installations de chantier (voies et cheminements, clôtures, base vie...) seront déplacées ou réinstallées en fonction des besoins pour réalisation des ouvrages.

Les prix forfaitaires sont réputés comprendre l'intégralité des coûts de cette installation, de la mise à disposition du matériel et de son entretien pendant toute la durée du chantier (coût "direct" ou au travers du compte prorata).

En cas de retard d'exécution, l'entreprise assurera cette prestation jusqu'à la réception du bâtiment, sans pour autant pouvoir prétendre à un supplément de prix.

Le compte des dépenses communes est géré par le titulaire du lot 05, qui a en charge de constituer le "conseil de surveillance".

La rédaction de la convention de compte prorata est à charge du lot 05. Avant la fin de période de préparation, elle sera à cacheter et signer par l'ensemble des entreprises avant le démarrage effectif des travaux.

Ce compte sera tenu en concordance avec les indications stipulées dans le CCAP.

Le plan d'installation définitif est à la charge du lot 05 après accord de l'OPC et du SPS.

Ce plan d'installation de chantier comporte selon les spécificités du chantier notamment les éléments suivants :

- la limite de chantier (qui sera matérialisée par une clôture/cloison) ;
- la base vie (positionnement, contenu quantitatif en sanitaires, vestiaires, W-C)
- l'arrivée des énergies et des fluides (avec point d'arrêt et compteur) pour la base-vie et le chantier de manière séparée ;
- l'entrée et la sortie des engins et camions (livraison et enlèvement) avec si possible un sens unique (sortie distincte de l'entrée) et une zone tampon servant de parking temporaire ;
- les zones de stockage des matériaux et produits, des déchets triés ;
- la zone de traitement des polluants possibles ;
- la zone de manœuvre des engins (engins de terrassement, grues, etc.) ;
- la zone parking pour les engins ;
- le parking utilisable pour les véhicules du personnel ;

5.2 DROITS DE VOIRIES

Si l'exécution des travaux amène l'entreprise à utiliser le domaine public, les demandes d'autorisation et les frais occasionnés sont à la charge des entreprises.

La répartition des frais se fera comme suit :

- A charge de chaque entreprise pour ses propres besoins.

5.3 CONSTATS D'HUISSIER

L'entrepreneur fera son affaire de tout constat qu'il jugerait nécessaire avant le démarrage des travaux.

Par conséquent, l'offre de prix de l'entreprise prévoira les constats concernant les bâtiments existants et mitoyens, le domaine public en limite de terrain et l'état des voiries de desserte. Ces constats seront obligatoirement faits par voie d'huissier, et seront transmis au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre.

La répartition des frais se fera comme suit :

- A charge de chaque entreprise pour ses propres besoins.

5.4 GARDIENNAGE / SURVEILLANCE DU CHANTIER

Cette prestation ressort de la décision du conseil de surveillance.

Chaque entreprise est réputée responsable de ses propres moyens, matériaux et fournitures pendant toute la durée du chantier.

L'attention de chaque entreprise est attirée sur le fait qu'en cas de vol ou vandalisme, aucune demande de prolongation des délais impartis ne sera acceptée.

5.5 SIGNALISATION EXTERIEURE ET INTERIEURE

Il sera prévu les panneaux réglementaires de signalisation pour l'accès du chantier, la circulation sur le chantier et dans les bâtiments.

Il sera prévu un panneau de chantier indiquant les renseignements concernant le chantier et les intervenants, panneau suivant modèle établi par l'architecte et respectant la charte graphique du maître d'ouvrage.

Il sera prévu un panneau d'affichage à proximité du bureau de chantier destiné à toutes les entreprises.

Tous les panneaux extérieurs ou visibles depuis l'extérieur par le public seront conformes aux modèles réglementaires.

La répartition des frais se fera comme suit :

- Frais d'installation, déplacements, repli : Supportés intégralement par le lot 01 ;
- Frais de maintenance et entretien : A répartir au Compte Prorata ;

5.6 PANNEAUX D'AFFICHAGES

Pour chaque entreprise intervenant sur le chantier, affichage de :

- Nom et coordonnées ;
- Horaires de travail et adresse de l'inspection du travail chargée du contrôle ;
- Nature des travaux ;

La répartition des frais se fera comme suit :

- Frais d'installation, déplacements, repli : Supportés intégralement par le lot 01 ;
- Frais de maintenance et entretien : A répartir au Compte Prorata ;

5.7 CHEMINEMENT DU PERSONNEL

Circulation depuis l'accès au chantier jusqu'à la base vie : cheminement réalisé permettant l'accès en chaussures de ville.

L'entreprise du lot 01 doit la mise en place ces protections nécessaires des ouvrages existants non modifiés (revêtements de sol souple, carrelage, ...).

Les 2 ascenseurs existants seront utilisables par les compagnons. A ce titre, l'entreprise du lot 01 doit la mise en place, l'entretien et le repli des protections intérieures des 2 ascenseurs.

Les accès au site seront très sécurisés (site sensible). Chaque compagnon se verra remis un badge d'accès au bâtiment tous les matins, qu'il restituera en fin de journée de travail. Les badges mis à disposition et perdus seront facturés à l'entreprise concernée.

La répartition des frais se fera comme suit :

Durant les travaux:

- Frais d'installation, déplacements, repli : Supportés intégralement par le lot 01 ;
- Frais de maintenance et entretien : Supportés intégralement par le lot 01 ;

5.8 BASE VIE

Prévoir à minima :

- Une base vie chantier (vestiaires / sanitaires / réfectoires) prévus pour l'effectif total tous corps d'état du chantier. A charge de l'URSSAF.

La répartition des frais se fera comme suit :

- Frais d'installation, repli : Supportés intégralement par l'URSSAF ;
- Frais de Nettoyage : A charge du lot 01 (hebdomadaire à minima voir plus selon demande MOA / MOE) ;
- Frais de location, maintenance et entretien : A charge du lot 01 ;
- Frais de consommations : Supportés intégralement par l'URSSAF ;

5.9 BUREAU DE DIRECTION DE CHANTIER – SALLE DE REUNION

A charge de l'URSSAF de prévoir :

- Un bureau de direction de chantier/ salle de réunion au démarrage des travaux et démontage en fin de chantier
- La salle bénéficiera d'une surface pour l'OPC et la maîtrise d'œuvre, le stockage des échantillons et salle de réunion.
- En plus de cette surface, seront prévus les sanitaires, les circulations et dégagements (existants)
- Toutes mesures permettant de respecter les recommandations de l'OPPBTP en vigueur

Le local sera aménagé dès le début du chantier et sera équipée d'une table de conférence pour 15 personnes, 15 chaises, de panneaux d'affichage en nombre suffisant, d'un tableau, de porte manteau, etc.

La prestation comprend la mise en place d'une connexion WIFI.

La répartition des frais se fera comme suit :

- Frais d'installation, repli, frais de location : Supportés intégralement par l'URSSAF ;
- Frais de Nettoyage : A répartir au Compte Prorata;
- Frais de maintenance et entretien : Supportés intégralement par le GROS ŒUVRE ;
- Frais de consommations (électricité/ chauffage/ eau/ téléphonie/fax/ internet) : Supportés intégralement par l'URSSAF ;

5.10 WC EVENTUEL A L'INTERIEUR DU BATIMENT

La répartition des frais se fera comme suit :

- Frais d'installation et entretien : Supportés intégralement par l'URSSAF .

5.11 NETTOYAGE DE CHANTIER – STOCKAGE ET REPRISE

Les entreprises doivent laisser le chantier propre et libre de tout déchet pendant et après l'exécution de leurs travaux. Chaque entreprise a donc la charge de l'évacuation de ses déchets quotidiennement. Aucune zone de

stockage de déchets et aucune prestation de mise à disposition de bennes sur le chantier par quelque entreprise que ce soit.

Il est rappelé :

- Que les nettoyages, transports de résidus et stockages des déchets devront être réalisés suivant les dispositions générales d'organisation et suivant la réglementation en vigueur,
- Que le stockage de déchets dans l'emprise des circulations, des accès et toutes zones non prévues à cet effet est formellement interdit,
- Que les moyens d'évacuation doivent être prévus et adaptés aux types de déchets et aux caractéristiques et contraintes du site et des zones d'intervention.
- Aucun déchet, décombres ou résidu classé déchets industriels spéciaux ou provenant de matériaux dangereux ne sera stocké sur le site, l'enlèvement systématique sera effectué suivant les réglementations en vigueur à charge de chaque entreprise
- Que la prestation de nettoyage comprend le rangement quotidien des matériels entreposés dans l'enceinte du chantier.

En cas de non- respect de l'obligation de nettoyage ou des mesures précitées ci- avant, le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre pourra, sans préavis, solliciter l'intervention d'une entreprise spécialisée aux frais des entreprises défaillantes ou aux frais du compte-prorata.

Les nettoyages du chantier seront réalisés **au minimum 2 fois par semaine** par chaque entreprise.

Chaque entreprise est tenue de ramasser et manutentionner jusqu'à ses véhicules, ses gravois et ceci au fur et à mesure de leur production.

L'enlèvement des gravats hors du chantier est effectué par chaque entreprise pour ses propres déchets quotidiennement.

La répartition des frais se fera comme suit :

- Frais de nettoyage : A la charge du lot 01 et à répartir au compte prorata en cas de défaillance constatée par le MOE /MOA
- Frais d'évacuation des déchets : A la charge de chaque entreprise.

L'entreprise est responsable de la gestion des déchets et s'engage à un tri minimum des catégories qui suivent :

- Déchets inertes,
- Déchets banals,
- Déchets dangereux.

5.12 NETTOYAGE DU DOMAINE PUBLIC

Nettoyage si nécessaire des voiries publiques empruntées par les véhicules du chantier :

La répartition des frais se fera comme suit :

- A répartir au Compte Prorata ;

Il est rappelé que les entreprises gardent l'entière responsabilité des conséquences liées à un défaut de nettoyage de la voie publique.

5.13 NETTOYAGE DE FIN DE CHANTIER

Le nettoyage de fin de chantier sera réalisé par :

- Par le Lot 01 ;

5.14 NETTOYAGE AVANT LES OPR

Le nettoyage final avant réception est à la charge des entreprises suivantes :

- Au lot 01 en ce qui concerne les extérieurs et intérieurs des bâtiments

La prestation sera réalisée par une entreprise spécialisée et qualifiée.

La prestation sera réalisée avec appareils et outils adaptés, à sec ou mouillé, avec ou sans produits détersifs, pour un nettoyage ménager courant ne présentant pas de risque de corrosion ou de détérioration pour les ouvrages exécutés. En cas de dégradation des ouvrages finis, toutes incidences sur la reprise ou le remplacement éventuel des ouvrages seraient à charge de l'entreprise défaillante.

Sera dû le nettoyage définitif des différents locaux touchés par les travaux avant réception et livraison au Maître d'ouvrage ; il portera, sans que la liste soit exhaustive sur :

- Le balayage et dépoussiérage général,
- Le lavage des sols de toute nature, des revêtements verticaux
- Le lavage des vitrages (2 faces extérieur et intérieur) et miroirs
- Le nettoyage des appareils, appareillages de chauffage, sanitaire, robinetterie, électricité et éclairage, menuiseries et quincailleries, fermetures, etc...
- Le nettoyage des taches de peinture
- Enlèvement des tracés de niveaux, lignes de repérages, dessins, etc...
- Enlèvement des déchets et gravois.

Les locaux seront condamnés après nettoyage jusqu'à la réception. Les interventions nécessaires à la suite de travaux d'un corps d'état après nettoyage, seront réalisées aux frais des entreprises chargées du nettoyage avant les OPR

En cas de non- respect de l'obligation de nettoyage ou des mesures précitées ci- avant, le maître d'ouvrage ou le maître d'oeuvre pourra, sans préavis, solliciter l'intervention d'une entreprise spécialisée aux frais des entreprises défaillantes.

5.15 ELECTRICITE DE CHANTIER

Les installations électriques de chantier sont à la charge du lot 06 électricité (en installation, entretien et dépose)

L'installation électrique comprendra de façon distincte les alimentations vers :

- Les besoins en postes de travail (armoires d'étage, etc)
- L'éclairage des cheminements (extérieurs et intérieurs)

Il sera prévu 2 coffrets de chantier minimum par niveau.

Les installations électriques seront conformes aux normes en vigueur

Les installations électriques seront contrôlées par un organisme officiel avec établissement d'un certificat par l'organisme.

Un exemplaire du certificat restera sur chantier à disposition des autorités.

Les frais occasionnés par le contrôle sont à la charge de l'entreprise.

Le certificat de l'installation électrique devra être remis à la Maîtrise d'Œuvre avant la fin de période de préparation et le démarrage effectif des travaux.

Il sera prévu à minima 2 tableaux par niveau. Il sera également prévu un tableau complémentaire tous les 20m afin de ne pas multiplier les rallonges. La prestation comprendra tous les ouvrages nécessaires à l'utilisation du chantier (y compris câblage)

Compris :

- Frais de raccordement
- Frais de maintenance et entretien

5.16 ECLAIRAGE DU CHANTIER

L'éclairage du chantier est composé de :

- Eclairage extérieur des zones "vie" (locaux communs et privatifs)
- Eclairage des zones de stockage, entreposage
- Eclairage des cheminements
- Eclairage des postes de travail
- Eclairage des cages d'escaliers et sous-sol le cas échéant

En fonction de la période d'exécution, les besoins réels du chantier seront définis par le Préventeur, en particulier pour ce qui est des cheminements.

Les circulations verticales bénéficieront d'un éclairage et balisage permanent.

La répartition des frais se fera comme suit :

- Frais d'installation, repli : Supportés intégralement par le lot 06
- Frais de maintenance et entretien : Supportés intégralement par le lot 06
- Frais de consommations : A charge de l'URSSAF

5.17 CLOTURES/CLOISONS PROVISOIRES

Fourniture, installation, maintenance, entretien et repli de clôtures (extérieures) et cloisons (intérieures) provisoires durant toute la durée de chantier en clos de la base vie, en fermeture sur le domaine public et en séparatif avec les tiers.

La solution retenue obtiendra l'accord du Préventeur et du maître d'oeuvre.

Dans la mesure où un balisage électrique s'avère nécessaire, ce dernier est à la charge de l'entreprise.

L'entrepreneur doit :

- L'entretien des clôtures / cloisons, voire leur remise en état si nécessaire, pendant toute la durée des travaux, y compris en cas de dépassement du délai contractuel.
- Tous les déplacements qui s'avèreraient nécessaires pendant la durée du chantier, sur simple demande du maître d'œuvre
- Le démontage et l'évacuation en fin de chantier.
- La pose d'une publicité fournie par le maître d'ouvrage sur la clôture par l'entreprise sur simple demande du maître d'œuvre.

La pose de publicité autre est subordonnée à l'acceptation du maître d'ouvrage.

Les clôtures seront constituées de panneaux métalliques type tôle de bardage gris sur encadrement métallique ou treillis soudés type Heras ou similaire et suivant exigences du PGC joint en annexe et exigences des propriétaires privés ou publics. La prestation sera également conforme aux exigences de la commune (ou groupement de commune le cas échéant).

Maintien en emboîtement dans plots de semelles en béton assurant la stabilité de la clôture et sa résistance au vent ou aux chocs susceptibles de pouvoir être apportés contre la clôture. Poteaux tous les 2m sur 2 m de hauteur environ (à vérifier auprès des services municipaux de la Ville). De plus, une ouverture donnant sur la rue permettant l'accès au site sera équipée d'un portail, inséré à la clôture. Les vantaux constitutifs du portail s'ouvrent vers l'intérieur de l'emprise des installations. Chaque soir et lorsque le chantier est à l'arrêt, ce portail sera fermé et un cadenas de sécurité viendra compléter le dispositif. Par ailleurs, lors de la mise en place de la clôture sur le domaine public, si le passage pour les piétons sur le trottoir est inférieur à 1m, il sera, si nécessaire, réalisé un cheminement piétonnier provisoire et sécurisé.

Des panneaux "ACCES INTERDIT AU PUBLIC " et "PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE "seront installés à l'entrée du site.

Mise en œuvre des portes et portillons d'accès.

Prévoir fermeture en tête de clôture par un dispositif boulonné.

La répartition des frais se fera comme suit :

- Frais d'installation : lot 01 ;
- Frais d'entretien/modifications/repli : Supportés intégralement par le lot 01 ;

5.18 PANNEAU DE CHANTIER

L'entreprise aura à sa charge la fourniture et mise en œuvre du panneau de chantier positionnée suivant indications du maître d'ouvrage.

L'entreprise doit l'entretien du panneau pendant toute la durée du chantier, ainsi que sa dépose en fin de chantier.

Elle devra également communiquer à la Maîtrise d'Œuvre la "Maquette" de panneau de chantier pour accord avant réalisation.

Ce panneau comportera :

- L'identification des bâtiments à édifier
- L'identification des intervenants (maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, opc, sps, bureau de contrôle, entreprises)
- Le logo couleur des intervenants (maître d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, sps, bureau de contrôle)
- L'image couleur sur panneau de la réalisation

Panneau respectant la charte graphique du maître d'ouvrage

Panneaux de dimensions suivants CCTP.

La répartition des frais se fera comme suit :

- Frais d'installation, repli: Supportés intégralement par le lot 01 ;
- Frais de maintenance et entretien : Supportés intégralement par le lot 01 .

5.19 PROTECTION INCENDIE

L'entreprise du lot 01 mettra en place les extincteurs appropriés aux risques dans les locaux affectés au personnel, bureaux de chantier, locaux de stockage, suivant réglementation.

Etablissement par l'entreprise d'un plan général de secours comprenant :

- La position des moyens de secours incendie (extincteurs et bouches d'incendie)
- La position des principales issues
- L'indication des accès des services de secours

La répartition des frais se fera comme suit :

- Frais d'installation, repli:
 - Supportés intégralement par le lot 01 pour la protection incendie des zones de cantonnement et locaux communs ;
 - Supportés intégralement par chaque entreprise pour la protection incendie des postes de travail.
- Frais de maintenance et entretien :
 - A répartir au Compte Prorata pour la protection incendie des zones de cantonnement et locaux communs ;
 - Supportés intégralement par chaque entreprise pour la protection incendie des postes de travail.

5.20 PROTECTIONS COLLECTIVES

Chaque entreprise devra la mise en place des protections collectives nécessaires à la mise en protection du personnel sur le chantier (tous les lots) pour les ouvrages qu'elle a réalisés. Ces protections seront laissées en place jusqu'à la mise en sécurité définitive.

En cas de dépose des protections collectives, l'entreprise ayant déposé les ouvrages devra assurer la protection du personnel sur le site par la mise en œuvre de protections appropriées.

Chaque entrepreneur demeure responsable de la sécurité conformément au droit commun.

Chaque entrepreneur assurera ce qui concerne les mesures de sécurité propres à son personnel (visites médicales et aptitude, formation à la sécurité, fourniture des équipements individuels et collectifs de sécurité etc.) et à son matériel (appareils de levage, échafaudage, protection contre l'incendie, etc.)

Chaque entrepreneur fournira et entretiendra les dispositifs de sécurité relatifs à l'exécution de ses propres travaux. Il appartient à l'entreprise qui dépose la protection d'assurer :

- la mise en place d'un dispositif assurant la protection de son personnel et de l'ensemble des personnes intervenant sur le chantier pendant ses travaux
- la remise en place, en fin d'intervention, de la protection collective initiale ou d'un dispositif assurant un degré de protection au moins équivalent.

En cas de défaillance, la maîtrise d'œuvre, l'OPC ou le coordonnateur pourront demander à une entreprise extérieure le rétablissement des mesures de sécurité dans la zone de travail de l'entreprise défaillante aux frais de celle-ci.

La répartition des frais se fera comme suit :

- Frais d'installation, repli: Supportés intégralement par le lot 01
- Frais de maintenance et entretien : A répartir au compte prorata

5.21 PROTECTIONS INDIVIDUELLES

Chaque entreprise fournira à son personnel (compris personnel intérimaire et sous-traitants) les protections individuelles réglementaires, en se reportant au Plan de prévention.

5.22 PROTECTIONS DES VISITEURS

A charge du lot 01 de mettre à disposition des visiteurs, les protections destinées aux visiteurs en salle de réunion (maître d'ouvrage, maître d'oeuvre, OPC, Préventeur, etc.) :

- Casques, chaussures, surchaussures, etc.

5.23 MANUTENTION VERTICALE

Chaque entrepreneur aura à sa charge les manutentions qui sont nécessaires, conformément aux recommandations du préventeur :

La répartition des frais se fera comme suit :

- Frais d'installation, repli : Chaque entreprise suivant ses besoins
- Frais de maintenance et entretien : Chaque entreprise suivant ses besoins
- Frais de consommation éventuelles : Chaque entreprise suivant ses besoins

5.24 DISTRIBUTION HORIZONTALE

Manutention effectuée par le personnel de l'entreprise en limitant les manutentions manuelles autant que faire se peut – soumise à validation du préventeur.

5.25 ECHAFFAUDAGE

Aucun échafaudage commun n'est prévu.

Chaque entreprise concernée sera donc responsable de la mise en oeuvre de ses échafaudages et de leur stabilité.

L'utilisation par une entreprise d'un échafaudage mis en oeuvre par une autre entreprise relève d'un accord spécifique entre les deux entreprises : cette disposition devra impérativement être soumise pour accord au coordonnateur SPS et être précisée dans les annexes au Plan de Prévention de chaque entreprise avec mention des conditions, contraintes et responsabilités de chacune des entreprises.

La répartition des frais se fera comme suit :

- Frais d'installation, repli : Chaque entreprise suivant ses besoins
- Frais de maintenance et entretien : Chaque entreprise suivant ses besoins

5.26 ZONES DE DECHARGEMENT ET DE STOCKAGE PROVISOIRE

Il sera prévu des zones de déchargement et de stockage.

L'entreprise du Lot 01 assurera la gestion des espaces ainsi définis.

Les entreprises de chaque corps d'état communiqueront leurs besoins au moins 2 mois avant leur utilisation.

5.27 PRECHAUFFAGE

L'entreprise devra prévoir le préchauffage des locaux nécessaire pour la réalisation des ouvrages dans le respect du planning.

Le préchauffage a pour objet :

- D'obtenir dans les locaux les températures minimales requises pour la réalisation des travaux (9 à 12°),
- De maintenir dans les locaux réputés achevés une température garantissant la bonne conservation des prestations réalisées (9 à 12°).

En fonction de l'objet du préchauffage, celui-ci a lieu par local ou par zones déterminées par le maître d'œuvre. Ces installations sont couvertes par une police spéciale d'assurance contractée l'entreprise ayant recours au préchauffage pour la couverture des risques encourus.

Les polices spéciales d'assurance sont à la charge de l'entreprise ayant recours au préchauffage et devront être soumises au maître d'œuvre.

Les frais résultants d'une isolation complémentaire provisoire des locaux et les frais d'installation et de consommation (eau, électricité, combustibles, etc.) sont intégralement supportés par l'entreprise ayant recours au préchauffage.

L'utilisation des installations définitives est proscrite.

La répartition des frais se fera comme suit :

- Frais d'installation, consommation et entretien : A charge de chaque entreprise pour ses propres besoins ;
- Frais d'installation et entretien : A répartir au compte prorata sur décision du maître d'œuvre.

5.28 REPARTITION ET FRAIS DE REMISE EN ETAT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET DES OUVRAGES D'INTERET COMMUN ENDOMMAGES

La répartition des frais se fera comme suit :

- A charge de l'entreprise concernée si l'entreprise responsable est identifiée ;
- A répartir au compte prorata si l'entreprise responsable n'est pas identifiée.

5.29 REPARTITION DES CONSOMMATIONS

Pendant toute la durée du chantier, jusqu'à la réception générale, les consommations seront prises en charge par l'URSSAF.

5.30 ENGIN ET MATERIELS DE CHANTIER

Les engins et matériels de chantier devront être conformes à la législation en vigueur ou aux recommandations des services compétents du ministère des Affaires Sociales (Inspection du Travail, Sécurité Sociale, O.P.P.B.T.P....) et respecter les normes acoustiques en site urbain.

Les registres de contrôle, à jour, devront pouvoir être présentés à toute réquisition, dans un lieu à définir.

Les matériels électriques devront être équipés d'un dispositif tel qu'après une coupure d'alimentation électrique, l'appareil ne se remette pas en fonctionnement au retour de la tension secteur.

La non-conformité aux règles ci-dessus entraînera sur le champ et par le Maître d'Ouvrage l'interdiction d'utilisation de ces engins, sans préjuger d'actions ultérieures.

Les matériels tels que meuleuse, chalumeau seront proscrits ceci afin d'éviter des étincelles et un risque d'incendie.

L'entreprise devra fournir la liste des matériels qu'il utilisera pour approbation. Il est demandé aux entreprises d'utilisées des matériels tels que scie sabre, cisaille ou autre matériel ne provoquant pas d'étincelles.

5.31 MAINTIEN DES INSTALLATIONS SI DEPASSEMENT DE DELAIS AU DELA DU PLANNING CONTRACTUEL

Les frais liés au maintien des installations si dépassement de délais au- delà du planning contractuel sont à charge de l'entreprise

5.32 REDUCTION DES NUISANCES SONORES

Nuisances sonores :

Les entrepreneurs devront prendre toutes les dispositions nécessaires pour faire respecter la réglementation en vigueur, et notamment les normes d'émissions atmosphériques et sonores des engins de son chantier.

Les niveaux sonores (pression acoustique) des engins et outils utilisés sur le chantier (hors dispositifs sonores de sécurité) seront inférieurs ou égaux à 80 dB(A) à 10 m de l'engin ou de l'outil.

En cas de dépassement du seuil toléré, le maître d'ouvrage d'exécution se réserve le droit d'exiger à l'entreprise défaillante le recours à un engin ou un outil permettant de respecter ces exigences sans que cette dernière ne puisse prétendre à une indemnité ou délai supplémentaire.

Poussière :

Les émissions de poussières sont interdites, l'entreprise mettra en place un système d'extraction mécanique dans la zone de travaux. Elle utilisera des aspirateurs équipés de filtre très haute performance.

Autres nuisances :

Les entrepreneurs devront veiller à ce que la propreté la plus grande règne à l'intérieur de son chantier et à ce que soient prises toutes précautions pour limiter dans la mesure du possible, la gêne occasionnée aux occupants odeurs, fumées, éclairage nocturne, etc.

Le chantier devra, d'autre part, être conduit de sorte qu'aucun trouble ne soit apporté aux occupants, voisinages proches, etc....

6 RECOMMANDATIONS TRAVAUX EN SITE OCCUPE

6.1 TRAVAUX EN SITE OCCUPE

L'exécution des travaux est prévue se dérouler en site occupé, dans un établissement en activité, à cet effet :

- La circulation des ouvriers et des matières feront l'objet d'un circuit bien identifié à respecter pour accéder aux zones en travaux (accès véhicules, accès ouvriers, zone de stockage, ...),
- Le stockage de matériel en dehors des zones de travaux n'est pas autorisé,
- En intérieur bâtiment, la limite chantier / zone occupée sera réalisée au moyen de parois et planchers parfaitement étanchés, les portes et fenêtres seront maintenues fermées (Toutes ces prestations à la charge du lot 01)
- Les travaux nécessitant des dégagements sonores importants seront soigneusement identifiés et planifiés avec le Maître d'ouvrage afin de ne pas perturber le fonctionnement de l'Etablissement.

Une attention toute particulière sera portée sur l'organisation générale du chantier et les sujétions d'environnement. Un strict respect de la réglementation applicable est demandé en particulier pour la circulation et le stationnement des véhicules ainsi que les conditions de stockage et d'occupation du site.

Il est fait obligation aux divers intervenants de prendre toutes les mesures adéquates afin de protéger les intervenants au chantier, les mitoyens, l'environnement, ainsi que la circulation tant routière que piétonnières (considérant la nature et le fonctionnement de l'établissement et la localisation du site).

Le fonctionnement du site ne doit en aucun cas devoir s'interrompre du fait des travaux objet du présent marché.

L'offre de l'entreprise est réputée inclure l'ensemble des travaux, adaptations, mesures provisoires ou transitoires que le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre seraient amenés à exiger pour assurer ce fonctionnement dans des conditions conformes à la législation, et ce dans tous les domaines :

- Conditions d'hygiène et de sécurité pour le fonctionnement de l'établissement
- Conditions d'accueil et de sécurité des utilisateurs et visiteurs (accès, nuisance par le bruit, etc...)
- Conditions de travail pour le personnel
- Possibilité d'accès

Il appartiendra au maître d'œuvre, en concertation avec le responsable du site et les différentes entreprises, de définir les mesures nécessaires à respecter le fonctionnement du site (travaux préparatoires, horaires des travaux, limitation du bruit, méthodologie de démolition, etc...).

Ces mesures seront obligatoirement définies et arrêtées avec l'entreprise avant son intervention sur site, et seront consignées dans le PPSPS de l'entreprise.

Les livraisons des matériaux et matériels seront à effectuer dans des plages horaires définies en accord avec les utilisateurs : A charge de l'entreprise d'organiser leurs livraisons dans ces horaires et d'en avertir leurs fournisseurs.

A charge de l'entreprise de prendre toutes les précautions nécessaires afin de préserver les voiries et trottoirs en domaine public existant. En cas de détérioration, elle devra prendre à sa charge l'ensemble des réfections à l'identique.

A ce titre, l'entreprise fera son affaire de tout constat qu'elle jugerait utile avant démarrage des travaux.

Ces constats seront obligatoirement faits par voie d'huissier, et seront transmis au Maître d'ouvrage et au Maître d'œuvre.

Les entreprises ayant répondu au présent marché sont par conséquent informées que les périodes de vacances scolaires sont des jours ouvrés et sont tenues d'adapter les effectifs permettant de respecter le planning prévisionnel des travaux. Aucun retard sur le planning ne sera toléré pour défaut d'effectif durant les périodes de vacances scolaires.

6.2 VISITE DES LIEUX

Une visite des lieux est imposée à toutes les entreprises avant établissement de toute offre de prix.

Les certificats de visite seront obligatoirement annexés à l'offre des entreprises concernées.

A ce titre, 2 visites sont organisées par la Maîtrise d'Ouvrage. Les dates correspondantes seront affichées dans les pièces administratives jointes au présent dossier.

Les offres de prix des entrepreneurs doivent comprendre toutes incidences financières qui pourraient résulter de la configuration existante du site. Aucune modification du prix forfaitaire ne pourra être acceptée pour cause de méconnaissance des lieux.

6.3 HYGIENE ET SECURITE

Les entreprises seront tenues de prendre à leur charge toutes les mesures de sécurité et d'hygiène nécessaires au respect des textes réglementaires.

Respect d'hygiène :

- Fermer l'espace occupé par le chantier.
- Maintenir constamment le chantier et les circuits d'évacuation des gravats en état de propreté permanent.
- Eviter toutes les nuisances (bruits, poussières, etc....).

Respect des consignes de sécurité :

Sécurité Incendie :

- Pour tout point chaud, un permis de feu doit être retiré auprès du service Sécurité ainsi que pour toute intervention sur les organes de mise en sécurité et de protection. Un permis feu sera délivré chaque jour à l'entreprise.

Respect des consignes particulières du chantier :

- Toutes interventions sur les réseaux devront être d'un commun accord, programmées avec un responsable du site et des utilisateurs.
- L'amplitude horaire sera définie pour chaque opération ainsi que les accès, stationnement, etc....
- L'activité du site devra se poursuivre sans gêne pour ses utilisateurs. L'entrepreneur aura à charge de programmer avec le responsable du site toutes interruptions et/ou coupures sur les réseaux (eau, électricité, fluides, etc....).

6.4 EVALUATION DES RISQUES

L'évaluation du risque en cas de travaux et les mesures à prendre se basent sur le type de travaux prévus et sur le type de zone du site. Un tableau des risques sera transmis pour chaque zone du site.

6.5 ETAT DES LIEUX

Il sera réalisé par le gros œuvre.

En dehors du constat d'huissier réalisé au niveau des installations de chantier et des cages d'escalier qu'emprunteront les ouvriers, un état des lieux sera réalisé pour les travaux.

Avant tout début d'intervention pour la réalisation d'un joint de dilatation, et pour chaque phase concernée par les travaux, un "état des lieux" sera dressé à la demande en présence du maître d'œuvre, d'ouvrage, de l'entreprise.

6.6 REGLES GENERALES

Les travaux devront faire l'objet d'un Plan de Prévention (PP) conformément aux normes et décrets en vigueur, notamment le Décret du 20 février 1992.

Le personnel intervenant devra respecter les règles applicables en milieu du site ; soit, notamment :

- Interdiction de fumer,
- Adopter un comportement normal,
- Ne pas sortir des limites de chantier définies
- Ne pas déambuler dans l'enceinte du site en tenue de chantier quelle que soit la raison (WC, téléphone).

À tout moment, le personnel de chantier devra observer les règles élémentaires d'hygiène et de propreté et respecter les règles de circulation et de stockage du matériel.

Les travaux du marché sont menés au sein du bâtiment maintenu en activité.

6.7 BALISAGE DE CHANTIER

Le chantier sera fermé en périphérie.

Les accès au chantier seront strictement scindés des accès des utilisateurs. Des pancartes aux indications claires et sans équivoque seront mises en place à cet égard.

L'accès aux différentes zones du chantier sera limité aux personnes directement concernées par les travaux et strictement interdit aux visiteurs non autorisés.

Seront établis, pour validation des Maîtres d'Œuvre et d'Ouvrage :

- Le plan de circulation des camions et engins de chantier,
- le plan d'accès du personnel, du matériel et des évacuations /approvisionnement de matériaux.

6.8 CONFINEMENT

Pour chaque phase de travaux, les limites de zone de travaux et les circulations (personnel et matériel, approvisionnement, ...) sont définies dans le DCE.

Le confinement statique doit constituer une barrière physique entre les zones de travaux et les zones situées en dehors des limites des travaux.

L'accès aux zones de travaux s'effectue systématiquement par un sas dans la circulation dont le but est d'éviter les prises directes au vent extérieur et les surpressions dans l'enceinte de confinement.

Les zones de travaux, de circulation seront identifiées avec des bandes jaunes et des panneaux de signalisation précisant qu'il s'agit d'un accès réservé au chantier.

6.9 CLOISONNEMENT

Les limites des zones de confinements sont obtenues, suivant les cas (détaillés dans la suite de la note) par :

- Des cloisons rigides constituées de cloisons de type industrialisées formant une barrière étanche. Les cloisons seront constituées de type contreplaqué sur rails métalliques montées du sol à la sous face de la dalle haute et permettant d'assurer un isolement normalisé de 50 dB(A). Les joints seront traités et les faces extérieures recouvertes d'un fil plastique. La pose sera menée dans un souci de démontabilité sans production excessive de nuisances.
- Des cloisons souples d'isolement, montées du sol à la sous face de la dalle haute, en film de polyéthylène 150 Mm classé M1 fixés par des bandes adhésives aux parois supports. Ce type de cloison sera disposé provisoirement lors de la mise en œuvre des cloisons de confinement rigides décrites ci-dessus.

Les éventuels trous ou passages de gaines et canalisations traversant les cloisons de confinement rigides seront calfeutrés à la mousse neutre.

L'accès aux zones de confinement se fera à travers un sas composé :

- D'une porte souple côté zone confinée,
- D'une porte rigide étanche disposée dans une cloison rigide, s'ouvrant vers l'extérieur et munie d'un dispositif anti-panique.
- Il pourra être admis de limiter le confinement à la hauteur comprise entre le sol et la sous face du faux plafond – la fermeture en plénum étant traitée en cloison souple

6.10 EXTRACTEUR

Dans la mesure du possible et en fonction du volume à traiter, une extraction spécifique permettant de mettre en dépression la zone travaux de la zone en activité sera installée. Une dépression minimale de 20 Pa devra régner dans l'enceinte de confinement par rapport aux locaux périphériques. La mesure de la dépression sera effectuée en permanence au moyen d'un pressostat de contrôle.

Les extracteurs seront installés selon les cas et la localisation des travaux à l'intérieur même de la zone de confinement traitée.

Dans tous les cas, les grilles de soufflage ou d'extraction situées dans les zones de travaux seront bouchonnées hermétiquement.

Les sorties de gaines d'extraction ou de refoulement nécessiteront le remplacement des vitrages par un contreplaqué CTBX percé, permettant le transit de la gaine vers l'extérieur du bâtiment.

Les rejets d'air seront disposés à une distance d'au moins 10 m des façades des bâtiments en veillant à ne pas polluer des prises d'air existantes.

L'extracteur sera installé dans un caisson étanche. La gaine d'aspiration transitera à travers un ouvrant ou une baie et sera équipée d'un filtre à l'aspiration.

7 ANNEXE – TABLEAU DE LIMITES DE PRESTATIONS